Revue de l'OTAN

ETE-AUTOMNE 2000

Construire la stabilité dans les Balkans

M. l'ambassadeur de Franchis: le rôle de l'Italie
Chris Patten: une vision européenne
Le général Reinhardt: commander la KFOR

DEPOT ANTWERPEN X

SOMMAIRE

Eté/Automne - Volume 48

3 **Lettre du Secrétaire général**

4 **Infos OTAN**

A la une

6 **L'Italie dans les Balkans**
A l'occasion de la visite à l'OTAN du Président italien Carlo Azeglio Ciampi, M. l'ambassadeur Amedeo de Franchis évoque la politique de l'Italie à l'égard des Balkans.

Croatie

8 **A la recherche du temps perdu**
Ivica Racan décrit la révolution qu'a connue cette année la politique croate et expose ses aspirations pour l'avenir.

10 **La nouvelle culture des militaires croates**
Kristan J. Wheaton décrit la façon dont les pays de l'OTAN ont aidé à préparer les militaires croates au passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique.

Europe du sud-est

13 **Une vision européenne pour les Balkans**
Chris Patten analyse les défis qui se présentent à l'Union européenne dans l'Europe du sud-est et les politiques actuellement menées pour y faire face.

16 **Commander la KFOR**
Le général Klaus Reinhardt évoque la contribution de la KFOR au processus de paix au Kosovo et met en évidence les difficultés auxquelles il faut encore s'attendre.

20 **Les Balkans vont-ils connaître des progrès décisifs?**
Christopher Bennett évalue les perspectives d'une évolution démocratique et d'une paix et d'une stabilité autonomes dans l'ex-Yougoslavie.

23 **Réflexions de Roumanie**
Radu Bogdan évoque les aspirations de la Roumanie à se joindre à l'Union européenne et à l'OTAN, ainsi que le programme de réformes en cours dans son pays.

26 **Aider l'Albanie à gérer les munitions**
Richard Williams raconte comment une équipe dirigée par l'OTAN aide les responsables albanais à traiter le problème des munitions et explosifs non éclatés, qui ont tué des gens par dizaines.

Questions militaires

28 **Former des soldats pour le XXIe siècle**
Chris Donnelly évoque les difficultés auxquelles se heurtent tous les militaires européens pour relever le défi du XXIe siècle, en centrant sa réflexion sur les armées d'Europe centrale et orientale, où le besoin de réforme est le plus urgent.

32 **Exploiter les ressources technologiques pour la guerre en coalition**
Joseph J. Eash III explique comment l'intégration rapide des technologies de pointe dans les systèmes de combat a aidé les Alliés lors de la campagne du Kosovo.

© OTAN

Photo de couverture: Lord Robertson (à gauche), le Président italien Ciampi et M. l'ambassadeur de Franchis (à droite) au siège de l'OTAN, le 5 mai.

Documentation en ligne

Les communiqués de l'OTAN sont publiés sur le site web de l'Organisation pratiquement dès leur approbation, et on peut les trouver dans toutes les langues des pays de l'Alliance ainsi qu'en russe et en ukrainien. C'est pourquoi ils ne seront plus publiés dans la Revue de l'OTAN.

Tous les destinataires habitués à trouver ces communiqués dans la Revue de l'OTAN et ne pouvant les obtenir par l'Internet ou d'autres sources pourront continuer à les recevoir par courrier en écrivant au Rédacteur en chef, à l'adresse suivante:

Bureau de l'information et de la presse de l'OTAN

B-1110 Bruxelles

L'objectif de cette revue, publiée sous l'autorité du Secrétaire général, est de contribuer à une discussion constructive des thèmes atlantiques. Les articles qui y figurent ne représentent donc pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle des gouvernements des pays membres ou de l'OTAN.

Les articles peuvent être reproduits sous réserve de l'autorisation de la Rédaction et de la mention de leur origine. La reproduction des articles signés doit porter le nom de l'auteur.

ISSN 0255-3813

La *Revue de l'OTAN* est publiée périodiquement en français ainsi qu'en allemand - *NATO Brief* ; en anglais - *NATO Review* ; en danois - *NATO Nyt* ; en espagnol - *Revista de la OTAN* ; en grec - *Deltio NATO* ; en hongrois - *NATO Tükör* ; en italien - *Rivista della NATO* ; en néerlandais - *NAVO Kroniek* ; en norvégien - *NATO Nytt* ; en polonais - *Przeglad NATO* ; en portugais - *Noticias da OTAN* ; en tchèque - *NATO Review* ; et en turc - *NATO Dergisi*.
Un numéro en islandais est disponible une fois par an - *NATO Fréttir,* et des numéros sont aussi publiés, occasionnellement, en russe et en ukrainien.

La *Revue de l'OTAN* se trouve également sur le réseau Internet, comme d'autres publications de l'OTAN, à l'adresse **HTTP://WWW.OTAN.NATO.INT/**

On peut se procurer gratuitement des exemplaires de la revue en s'adressant au :

Bureau de l'information et de la presse de l'OTAN
1110 Bruxelles, Belgique
Télécopie : (32-2) 707.4579
Courrier électronique :
DISTRIBUTION@HQ.NATO.INT

Pour le **Canada,** l'adresse est la suivante :

Direction des communications sur la politique étrangère
Ministère des Affaires extérieures
et du commerce international
Promenade Sussex, 125
OTTAWA, ONTARIO K1AOG2

Editeur responsable: Directeur de l'information et de la presse - OTAN B-1110 Bruxelles
Présentation: Studio graphique OTAN - Imprimé en Belgique par Les Editions Européennes © OTAN

Construire la stabilité dans les Balkans

© OTAN

Le défi que représente pour nous, en tant que communauté internationale, la situation dans les Balkans peut se résumer en termes simples: il s'agit de construire une nouvelle Europe du sud-est où tous les pays jouissent ensemble de la paix et de la démocratie et jouent un rôle dans les institutions euro-atlantiques. Etant donné l'histoire récente de la région, ce défi peut paraître des plus redoutables - et cependant, depuis que j'ai pris mes fonctions de Secrétaire général, il y a près d'un an, j'ai constaté une évolution très positive. La transformation intervenue cette année en Croatie, la progression constante du processus de paix en Bosnie-Herzégovine, la stabilisation du Kosovo et l'engagement accru de la communauté internationale vis-à-vis de la région sont autant de raisons d'être optimiste.

Pour que notre espérance devienne réalité, nous devons continuer à promouvoir l'intégration. Ce qui ressort le plus clairement de l'histoire de l'Europe du dernier demi-siècle, c'est que l'intégration est source de confiance, de stabilité et de prospérité. Il faut donc que toute l'Europe du sud-est se voie offrir la possibilité d'entrer dans les structures euro-atlantiques et de faire partie du grand ensemble européen. En d'autres termes, l'intégration est le moyen par excellence de prévenir de nouveaux conflits et de construire la stabilité. C'est pourquoi nous devons nous employer, avec les pays de la région, à rechercher des solutions globales aux problèmes de l'Europe du sud-est.

Les soldats qui servent ensemble dans les forces dirigées par l'OTAN en Bosnie et au Kosovo appartiennent à des pays qui, durant la Guerre froide, il y a encore une dizaine d'années, se préparaient à se combattre. Aujourd'hui, ces anciens antagonistes poursuivent ensemble des objectifs communs. L'entrée de la Croatie dans le Partenariat pour la paix ne fait qu'ajouter à cette évolution. Ce nouvel esprit de coopération montre que des progrès sont possibles, que d'anciens ennemis peuvent se réconcilier et que les bienfaits de la liberté et de la démocratie peuvent être partagés.

Le Pacte de stabilité de l'Union européenne pour l'Europe du sud-est et l'Initiative de l'OTAN sur l'Europe du sud-est visent ensemble à créer les conditions d'une croissance économique, de la mise en place de gouvernements démocratiques et de l'instauration de la sécurité dans tous les Balkans. La logique qui sous-tend ces programmes est analogue à celle qui avait, dans les années 40, inspiré à la fois le Plan Marshall et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui, ensemble, ont aidé l'Europe occidentale à se remettre sur pied et à devenir une zone de stabilité et de prospérité.

Nul ne doit s'imaginer que, dans les Balkans, la réconciliation entre groupes ethniques ou la prospérité économique pourront se faire du jour au lendemain. Nous devons en même temps nous rappeler que le Plan Marshall et l'OTAN ont tous deux été des projets à long terme dont la réussite ne s'est manifestée qu'au fil des années. Ce qui est essentiel, c'est que nous maintenions le cap, que nous consacrions à l'Europe du sud-est le temps et les ressources qu'elle mérite et que nous garantissions le cadre de sécurité nécessaire pour que les divers processus de paix deviennent autonomes et que la démocratie puisse prendre racine. Il appartiendra ensuite à une nouvelle génération de dirigeants locaux de faire avancer avec confiance les pays dont elle aura la charge dans le XXIe siècle.

Lord Robertson

Voyage du CAN dans les Balkans

Le **Conseil de l'Atlantique Nord** (CAN), la plus haute instance de prise de décisions de l'OTAN, composé des **19 Ambassadeurs à l'OTAN**, du Secrétaire général, **Lord Robertson**, et de l'Amiral **Guido Venturoni**, Président du Comité militaire de l'OTAN, a effectué un voyage d'information dans les Balkans du 17 au 19 juillet afin d'examiner l'état des processus de paix au **Kosovo** et en **Bosnie**.

M. **Stipe Mesic**, Président de la Croatie, s'est rendu à l'**OTAN** le 17 juillet et y a discuté avec Lord Robertson des changements politiques intervenus dans le pays depuis son arrivée au pouvoir.

Lord Robertson a effectué une visite en Asie centrale du 3 au 7 juillet et a, à cette occasion, rencontré le Président du Kazakhstan, M. **Nursultan Nazarbaïev**, le Premier ministre de l'Ouzbékistan, M. **Utkur Sultanov**, et le Président de la République kirghize, M. **Askar Akaïev**. Le président Nazarbaïev s'était rendu à l'**OTAN** le 27 juin.

Lord Robertson s'est rendu en **Allemagne** le 29 juin pour y rencontrer le chancelier **Gerhard Schröder**, le Ministre des affaires étrangères, M. **Joschka Fischer**, et le Ministre de la défense, M. **Rudolf Scharping**, afin de discuter de l'Identité européenne de sécurité et de défense à la lumière des réformes militaires de l'Allemagne.

Nouveau Représentant permanent de l'Espagne

Le 10 juillet, M. l'ambassadeur **Juan Prat y Coll** a succédé à M. l'ambassadeur **Javier Conde de Saro** en tant que Représentant permanent de l'Espagne auprès du Conseil de l'Atlantique Nord. Diplomate de carrière venu de Barcelone, M. l'ambassadeur Prat (58 ans) a été, de 1996 à 2000, Ambassadeur d'Espagne en Italie, en Albanie, à Malte et à Saint-Marin. Il avait été auparavant directeur général à la Commission européenne, pour les relations extérieures (1995-1996) et pour les relations Nord-Sud, la politique méditerranéenne et les relations avec l'Amérique latine et l'Asie (1990-1995).

Capture d'un individu soupçonné de crimes de guerre

Dusko Sikirica, soupçonné de crimes de guerre, a été capturé en Bosnie par les **soldats de la paix de la SFOR** le 25 juin et déféré au **Tribunal pénal international de La Haye pour les crimes de guerre**. Ancien commandant du camp de prisonniers de Keraterm, Sikirica est accusé de génocide, de violation des lois et usages de la guerre et de graves infractions aux Conventions de Genève.

Lors du Sommet qu'ils ont tenu à **Feira**, au Portugal, les 19 et 20 juin, **les dirigeants de l'UE** ont établi des principes pour les consultations avec l'OTAN sur les questions militaires et les moyens de développer **les relations entre l'UE et l'OTAN**.

Cinq pays de l'OTAN et neuf pays partenaires se sont préparés à des opérations de soutien de la paix à Tirana, du 21 juin au 1er juillet, dans le cadre de l'exercice **Cooperative Dragon 2000**.

Du 21 au 23 juin, **Lord Robertson** a effectué une visite aux **Etats-Unis** pour y avoir des entretiens avec le Ministre de la défense, M. **William Cohen**, le Secrétaire d'Etat adjoint **Strobe Talbott** et plusieurs sénateurs et dirigeants du Congrès, et pour assister au séminaire annuel du Commandant suprême allié de l'Atlantique.

Au **Kosovo, les soldats de la paix de la KFOR** ont, le 16 juin, découvert un dépôt d'armes clandestin dont ils ont saisi le contenu, qui comportait des mitrailleuses lourdes, des mortiers, des détonateurs, des missiles antichars, des caisses de munitions et de grandes quantités de TNT.

Du 19 juin au 1er juillet, dans la région d'Odessa, sur la mer Noire, en Ukraine, dix pays de l'OTAN et six pays partenaires ont participé à l'exercice militaire **Cooperative Partner 2000**, qui avait pour but d'aider les forces multinationales à travailler ensemble dans des opérations de soutien de la paix.

Cette année, la **Bourse Manfred Wörner**, d'un montant de BEF 800 000, a été décernée à **Alexander Ioustchenko**, de l'Université polytechnique de l'Etat de Kharkov, en Ukraine, pour son projet intitulé *Intellectual Modelling of Information Management of Political Mentality Dynamics of Social Ukrainian Strata Towards NATO*.

Quelque 400 spécialistes du sauvetage en mer appartenant à 16 pays de l'OTAN et pays partenaires ont pris part à **Cooperative Safeguard 2000**, exercice du Partenariat pour la paix tenu en Islande du 7 au 12 juin, sur le thème des opérations humanitaires en milieu maritime.

Constatation des Ministres de la défense

Les Ministres de la défense des pays de l'OTAN, réunis à **Bruxelles** le 8 juin, ont constaté qu'il était nécessaire de faire plus pour améliorer les capacités de défense afin de répondre aux objectifs fixés lors du Sommet de Washington de l'an dernier et d'être prêts pour une autre crise comme celle du Kosovo.

Du 29 mai au 10 juin, au Danemark et dans le sud de la Norvège, 16 pays de l'OTAN et pays partenaires ont participé à l'exercice militaire **Cooperative Banners 2000**, qui avait pour but d'entraîner les forces navales, terrestres et aériennes aux opérations de soutien de la paix hors zone.

Du 5 au 9 et du 13 au 16 juin, dans le nord de la France, 13 pays de l'OTAN ont pris part à l'exercice des forces aériennes **Clean Hunter 2000**, qui avait pour but d'entraîner les participants aux opérations aériennes tactiques et d'aider à évaluer et à mettre en pratique des règles et procédures communes.

Le 31 mai, **Lord Robertson** a effectué au **Kosovo** une visite qui était la troisième depuis son entrée en fonctions, en octobre dernier, afin d'avoir des entretiens avec l'Administrateur des Nations Unies, **Bernard Kouchner**, et des commandants et responsables locaux. Il avait auparavant pris la parole devant l'**Assemblée parlementaire de l'OTAN**, en **Hongrie**, et rencontré le Premier ministre hongrois, M. **Viktor Orbán**, le 30 mai.

La Commission permanente de l'**Assemblée parlementaire de l'OTAN** s'est déclarée prête à reprendre le dialogue avec la **Douma russe** lors d'une réunion tenue à Budapest le 29 mai. Les relations entre les deux assemblées avaient été interrompues après la campagne aérienne de l'OTAN contre la Yougoslavie.

Du 20 mai au 10 juin, l'Italie, la Grèce et la Turquie ont accueilli l'exercice **Dynamic Mix 2000**, qui mettait en jeu quelque 15 000 hommes, 65 navires et 290 aéronefs de 14 pays de l'OTAN. Les participants s'y sont préparés aux interventions humanitaires, aux déploiements, aux redéploiements et aux opérations conjointes terrestres, maritimes et aériennes.

Détente à Florence

Le Ministre russe des affaires étrangères, M. **Igor Ivanov**, a assisté à la réunion du **Conseil conjoint permanent OTAN-Russie** tenue à **Florence** le 24 mai, pour la première fois depuis la campagne aérienne de l'OTAN contre la Yougoslavie.

La **Croatie** est devenue le 46e membre du **Conseil de partenariat euro-atlantique** après s'être jointe au **Partenariat pour la paix**, le 25 mai.

Un **Centre sur les armes de destruction massive** s'est ouvert à l'OTAN le 22 mai, l'objectif étant d'améliorer la coordination des activités liées aux ADM, de renforcer les consultations sur la non-prolifération, la maîtrise des armements et le désarmement, et d'améliorer l'aptitude de l'Alliance à répondre à la menace des ADM.

Lord Robertson a effectué des visites à Helsinki, Tallinn et Vilnius les 17, 18 et 19 mai pour y rencontrer les Chefs d'Etat et de gouvernement et les Ministres des affaires étrangères et de la défense de la **Finlande**, de l'**Estonie** et de la **Lituanie**.

Déclaration de Vilnius

Les Ministres des affaires étrangères des neuf pays candidats à l'adhésion à l'OTAN - l'**Albanie**, la **Bulgarie**, l'**Estonie**, la **Lettonie**, la **Lituanie**, la **Roumanie**, la **Slovaquie**, la **Slovénie** et l'**ex-République yougoslave de Macédoine**[1] - se sont tous engagés, le 19 mars, à Vilnius, à préparer et à présenter ensemble la demande d'adhésion de leurs pays respectifs.

Le Premier ministre ukrainien, M. **Viktor Ioustchenko**, s'est rendu à l'**OTAN** le 22 mai, et l'amiral **Guido Venturoni**, Président du Comité militaire de l'OTAN, a effectué une visite en **Ukraine** du 17 au 19 mai.

Invitations à l'adhésion lors du Sommet de l'OTAN de 2002

Au cours d'une visite effectuée en **Slovaquie** et en **Slovénie** les 10 et 11 mai, **Lord Robertson** a déclaré que les décisions concernant les prochaines invitations à une adhésion à l'OTAN seraient prises au prochain Sommet de l'Alliance, en 2002.

(1) La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel

Le premier exercice organisé par la France dans le cadre du Partenariat pour la paix, **Cooperative Lantern 2000**, s'est déroulé du 14 au 27 mai et a vu quelque 600 militaires de 22 pays s'entraîner à la coopération au sein de deux brigades multinationales, à Fréjus, dans le midi de la France.

Reprise de la participation russe

La Russie a repris sa participation aux travaux de la plus haute instance militaire de l'**OTAN**, dans le cadre de la réunion du Comité militaire en session des Chefs d'état-major, les 9 et 10 mai; cette nouvelle participation était la première depuis la campagne aérienne menée l'an dernier par l'OTAN contre la Yougoslavie.

Le Premier ministre de Croatie, M. **Ivica Racan**, s'est rendu à l'OTAN le 9 mai pour y discuter des relations de son pays avec la Bosnie, du soutien aux Accords de paix de Dayton, du retour des réfugiés, de la coopération avec le Tribunal pénal international de La Haye pour les crimes de guerre et des réformes politiques internes.

L'Italie dans les Balkans

Le Président italien **Carlo Azeglio Ciampi** s'est rendu à l'**OTAN** le 5 mai et **Lord Robertson** a effectué une visite en Italie le 8 mai pour discuter des problèmes de sécurité actuels et de la contribution de l'Italie à la consolidation de la paix dans les Balkans.

Plus de 2 000 militaires appartenant à 11 pays de l'OTAN ont pris part à **Ardent Ground**, exercice annuel de réaction rapide tenu en Hongrie du 29 avril au 13 mai à l'intention de la Force mobile du CAE (Terre). La FMA(T) est une force de réaction rapide devant pouvoir être déployée dans un délai de 72 heures.

Linked Seas 2000, exercice interarmées de maintien de la paix mettant en jeu des participants de 17 pays, s'est déroulé du 2 au 15 mai dans une zone qui allait du golfe de Gascogne à Madère. Il s'agissait de simuler une réponse à un conflit frontalier opposant deux pays non **OTAN.**

Passation de pouvoirs au SHAPE

Le 3 mai, le général **Wesley Clark** a transmis le commandement du **Grand quartier général des puissances alliées en Europe** au général **Joseph Ralston**. Le général Ralston, pilote de combat comptant plus de 2 500 heures de vol, dont des missions au-dessus du Laos et du Vietnam du Nord, est également Commandant en chef des forces des Etats-Unis en Europe et fut précédemment Vice-président de l'instance collégiale des Chefs d'état-major, poste qui se situe au deuxième rang de la hiérarchie militaire des Etats-Unis.

Le 21 avril, **les soldats de la paix de la SFOR** ont arrêté **Dragan Nikolic**, soupçonné de crimes de guerre, et l'ont déféré au **Tribunal pénal international de La Haye pour les crimes de guerre**. Nikolic avait commandé le camp de détention de Susica et est accusé de crimes contre l'humanité, de violations des lois et usages de la guerre et de graves infractions aux Conventions de Genève.

Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe a contribué à coordonner l'assistance internationale aux victimes des inondations en **Hongrie** et en **Roumanie**, au mois d'avril, en aidant Budapest et Bucarest à se procurer rapidement des sacs de sable et des combustibles.

Un commandement européen pour la KFOR

L'**Eurocorps**, force militaire européenne où sont représentés cinq pays et qui est dirigée par le Général de corps d'armée espagnol **Juan Ortuño**, a pris pour six mois le commandement de la Force du Kosovo, le 18 avril. L'Eurocorps prend ainsi la relève du LANDCENT, qui était dirigé par le Général allemand **Klaus Reinhardt.**

Le 13 avril, **Lord Robertson** a rendu visite au **Tribunal pénal international de La Haye pour les crimes de guerre**, où il a redit la détermination de l'OTAN d'arrêter les individus soupçonnés de crimes de guerre encore en liberté. Il a également rencontré le Premier ministre néerlandais, **Wim Kok**, le Ministre des affaires étrangères, **Jozias van Aartsen**, et le Ministre de la défense, **Frank de Grave**.

Du 3 au 7 avril, **Lord Robertson** a effectué une visite aux Etats-Unis pour rencontrer le Vice-président **Al Gore**, la Secrétaire d'Etat **Madeleine Albright** et des personnalités du Sénat, et pour s'adresser à des groupes de réflexion et à des universités dans tout le pays.

Le 3 avril, en Bosnie, **les soldats de la paix de la SFOR** ont arrêté **Momcilo Krajisnik**, le plus haut placé des suspects de crimes de guerre appréhendés jusqu'ici. Confident de Radovan Karadzic, chef de guerre serbe bosniaque accusé d'avoir commis des crimes lors du conflit, Krajisnik a été inculpé par le **Tribunal pénal international de La Haye** de génocide et de nombreux autres crimes de guerre, dont des meurtres, des homicides volontaires, des actes d'extermination, des déportations et d'autres atrocités.

Lord Robertson a effectué des visites en **Lettonie** et en **Suède** du 29 au 31 mars.

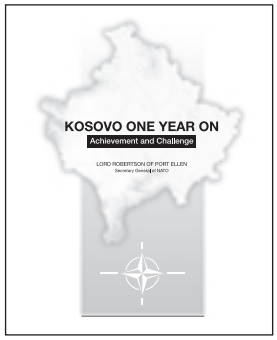
Lord Robertson s'est rendu au **Kosovo** le 24 mars pour marquer le premier anniversaire de la campagne aérienne de l'OTAN contre la Yougoslavie; il y a rencontré le général **Klaus Reinhardt**, qui commandait alors la KFOR, l'Administrateur des Nations Unies, **Bernard Kouchner**, et trois membres albanais du Conseil administratif intérimaire de la province.

Le Premier ministre estonien, M. **Mart Laar**, s'est rendu à l'**OTAN** le 22 mars pour y rencontrer Lord Robertson et discuter de la part de l'Estonie dans le Plan d'action pour l'adhésion de l'OTAN.

Dix pays de l'OTAN ont pris part à **Ample Train 2000**, exercice logistique aérien qui s'est tenu en France du 27 au 31 mars et dont le but était de mesurer la compatibilité entre les forces de réaction rapide des participants.

Le Kosovo un an après

Un an après le lancement par l'OTAN de l'Opération Allied Force contre la Yougoslavie, **Lord Robertson** a publié ses réflexions sur les réalisations et les défis enregistrés au Kosovo, dans un rapport intitulé ***Kosovo: Un an après - Réalisations et défis***. Il a expliqué que la communauté internationale restait attachée à la paix et à la stabilité dans la province, mais souligné que les autochtones avaient un rôle fondamental à jouer dans la cohabitation pacifique des différents groupes ethniques.



Lord Robertson a effectué des visites en **Croatie** et en **Hongrie** les 16 et 17 mars; il a alors rencontré les dirigeants de ces deux pays, puis assisté à une session de travail de deux jours avec des Premiers ministres de l'Europe du sud-est.

Le Premier ministre albanais, M. **Ilir Meta**, s'est rendu à l'**OTAN** le 20 mars pour y discuter avec Lord Robertson de la situation au Monténégro, du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est et de la réforme de la défense en Albanie.

Des forces des réserves stratégiques ont pris part à l'exercice **Dynamic Response 2000**, tenu au Kosovo du 19 mars au 10 avril, afin de mettre à l'épreuve leur aptitude aux déploiements rapides, leur interopérabilité et leur état de préparation opérationnelle, et de montrer la capacité de l'OTAN de renforcer la KFOR.

L'Italie dans les Balkans

A l'occasion de la visite à l'OTAN du Président italien Carlo Azeglio Ciampi, M. l'ambassadeur Amedeo de Franchis évoque la politique de l'Italie à l'égard des Balkans.

L'Italie est l'un des membres fondateurs de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne. Dans les années décisives - difficiles, mais passionnantes - qui se sont écoulées entre 1950 et 1955, elle a connu d'intenses débats à tous les niveaux, du parlement jusqu'aux masses populaires, sur son avenir au plan international. C'est ainsi que l'Italie est devenue membre des deux entités qui ont si profondément influé sur le cours des événements lors des décennies qui ont suivi et transformé le visage du Vieux continent: l'Alliance atlantique et ce qui s'appelait alors la Communauté européenne. Ces deux organisations sont devenues et sont restées les phares de la politique étrangère de l'Italie: son engagement atlantique et sa vocation européenne.

C'est dans cet esprit, et avec le ferme appui de l'opinion publique et des forces politiques de notre pays, que le Président italien Carlo Azeglio Ciampi est venu prononcer une allocution devant le Conseil de l'Atlantique Nord le 5 mai. Voyant dans l'Alliance atlantique de l'an 2000 une passerelle entre le passé et l'avenir, il lui a rendu hommage pour 50 années de sauvegarde des valeurs fondamentales que sont les libertés et la démocratie, et il a dit combien l'Italie appréciait l'efficacité avec laquelle l'Alliance atlantique s'était adaptée et transformée, en renforçant la cohésion de ses membres.

© OTAN

Visite d'Etat: Lord Robertson (à gauche), le Président italien Carlo Azeglio Ciampi et M. l'Ambassadeur Amedeo de Franchis (à droite) au siège de l'OTAN.

La «nouvelle OTAN» - comme on l'appelle souvent aujourd'hui - qui est sortie du Sommet de Washington est apte et prête à assumer un rôle central dans la sécurité de la zone euro-atlantique, en plus de ses fonctions traditionnelles, et toujours d'actualité, en matière de défense collective. Les Balkans offrent un témoignage évident de la vocation de l'OTAN à préserver la sécurité sur le continent, à apporter une vision de plus en plus dynamique et à élargir et maintenir la paix dans la région des Balkans. L'OTAN, qui n'avait encore jamais déployé là-bas la moindre unité, est intervenue militairement, d'abord en Bosnie-Herzégovine (la Bosnie), puis au Kosovo, et elle déploie maintenant dans la région plus de 60 000 hommes. Les Balkans revêtent donc une importance primordiale pour l'Alliance atlantique et pour la vision qu'elle a de l'avenir. Quant à l'Italie, elle joue elle-même un rôle central dans les Balkans et dans la stratégie élaborée par l'OTAN pour cette région, ce qui montre chaque jour davantage combien la zone de menace potentielle et d'instabilité géographique s'est déplacée de l'Est vers l'Europe du sud-est. L'Italie joue ce rôle central en raison à la fois de sa situation géographique - les Balkans sont pour elle, non pas une entité lointaine, mais une réalité présente à seulement une dizaine de kilomètres de la côte adriatique - et de son histoire. Ainsi, la géographie, l'histoire et la vocation politique de l'Italie lui confèrent ensemble une responsabilité particulière, à laquelle elle ne s'est pas dérobée, en jouant un rôle de premier plan et en se faisant même parfois la conscience de l'Alliance, dont elle a appelé l'attention sur la nécessité d'agir rapidement, avec la conviction que le théâtre des Balkans doit être considéré, non pas comme celui d'un «jeu à somme nulle», mais comme celui d'une intervention apportant des dividendes de nature à étendre le domaine de la sécurité euro-atlantique.

Le Ministre italien des affaires étrangères, M. Lamberto Dini, a déclaré le 24 mai, lors de la réunion ministérielle de l'OTAN tenue à Florence, que les Balkans nous avaient appris que la sécurité et la stabilisation de l'ensemble de l'Europe du sud-est sont des objectifs qui doivent être poursuivis sur une base régionale et intégrée, et que l'Italie avait toujours adopté cette approche de l'interdépendance régionale. Ainsi, l'Italie n'a pas hésité à organiser et diriger l'Opération Alba au cours du printemps et de l'été de 1997. Cette opération mettait également en jeu, entre autres, des forces du Danemark, de la France, de la Grèce, de la Roumanie, de l'Espagne et de la Turquie (7 000 hommes au total, dont plus de 3 000 Italiens). Répondant aux souhaits exprimés par l'OSCE et les Nations Unies, l'Opération Alba avait pour mission

M. l'ambassadeur Amedeo de Franchis est le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'OTAN.

spécifique de permettre la distribution de l'aide humanitaire, mais elle était également conçue et menée dans le but de prévenir une guerre civile et de faire en sorte que les Albanais puissent trouver une solution à leur crise politique. Par ailleurs, il importe de se rappeler qu'alors que se déroulait l'Opération Alba, l'Italie continuait à déployer des milliers d'hommes en Bosnie, dans le contexte des missions de l'IFOR et de la SFOR.

La genèse et l'évolution de la crise du Kosovo sont encore présentes à tous nos esprits, et point n'est besoin de revenir ici sur les phases qui se sont succédées. Je me contenterai de dire que dans ces circonstances également - dans une situation de violation flagrante des droits de l'homme et des valeurs les plus fondamentales, provoquée par une politique d'épuration ethnique - l'Italie a clairement prévu et mesuré les dimensions du défi qui se présentait. Elle a non seulement fourni, en mettant à disposition des ports et des aérodromes, toute la base stratégique et logistique nécessaire au succès des opérations militaires, mais aussi participé aux actions menées avec ses propres moyens. Elle a de plus, dès le départ, été présente au sein de la KFOR, à laquelle elle a fourni l'un de ses plus importants contingents. En réponse à la situation d'urgence apparue à Mitrovica, l'Italie a envoyé des forces supplémentaires, ce qui en a fait longtemps le pays apportant la plus grande contribution militaire au Kosovo. Dans le cadre de la mission de la KFOR, elle déploie à présent un total de 7 500 hommes, dont un contingent en Albanie, où l'Italie assure pratiquement seule la présence de l'OTAN. Le contingent italien assure en outre le fonctionnement de l'aéroport de Djadovica, ainsi que celui des liaisons ferroviaires entre Pristina et Skopje. A tout cela viennent s'ajouter les nombreuses activités menées par les ONG italiennes.

Le contingent que l'Italie a envoyé dans le secteur occidental du Kosovo qui entoure Pec, contingent sous commandement italien, revêt une importance particulière et est hautement apprécié de la population locale et des groupes minoritaires pour l'aide qu'il apporte s'agissant à la fois des activités de la vie quotidienne, de l'observance des pratiques religieuses des diverses croyances et de la protection des monuments historiques. Il importe de souligner que cette contribution n'est pas seulement d'ordre militaire et concerne aussi le secteur civil. Comme l'a déclaré à Florence M. Dini, au Kosovo, la première priorité est de créer une zone de sécurité pour tous, de favoriser le développement de la société civile et d'inciter les dirigeants à adopter graduellement les valeurs que représentent les libertés et la démocratie.

Au Kosovo également, l'action de l'Italie est, en politique étrangère, guidée par les deux phares que sont pour elle l'OTAN et l'Union européenne. En fait, l'Italie considère que dans les Balkans, il faut s'employer à la fois à développer la dimension de sécurité - ce qui est du ressort de l'OTAN - et à assurer la reconstruction économique, financière et civile, ce qui est principalement le rôle de l'Union européenne. Cette idée vient à l'appui du système des «institutions interdépendantes» et jette les bases nécessaires à la poursuite des travaux sur ce qui doit devenir la Dimension européenne de sécurité et de défense. L'un des enseignements tirés de la crise du Kosovo est que l'Europe doit prendre en charge les défis qui se présentent en matière de sécurité. A cet égard, même s'il nous reste un long chemin à parcourir pour atteindre notre objectif qui consiste à disposer d'une capacité militaire européenne de gestion des crises pour conduire les missions requises, en faisant éventuellement appel aux moyens et capacités de l'OTAN, l'itinéraire à suivre a déjà été tracé, tout récemment encore au Conseil européen de Feira.

L'Italie n'est pas seulement l'un des principaux contributeurs de forces au Kosovo; elle vient aussi au troisième rang des pays qui, au niveau mondial, participent aux opérations de paix menées sous les auspices des Nations Unies. De plus, elle se situe au cinquième rang des pays membres des Nations Unies en termes de contributions financières. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, évoquant l'engagement de l'Italie dans les Balkans et au Timor-Oriental, a déclaré que l'Italie était, pour les Nations Unies, «l'Etat membre idéal». Lors du défilé militaire national qui a eu lieu à Rome en juin dernier, on a pu voir des unités des différentes missions de paix des Nations Unies effectuées avec la participation de l'Italie. Je me bornerai à citer ici Albatross, au Mozambique, Pellicano, en Albanie, Interfet, au Timor-Oriental, et les diverses missions des Carabiniers au Salvador, au Cambodge, en Somalie, à Hébron, en Bosnie, en Albanie et au Guatemala. A ces unités s'ajoutait une représentation des forces italiennes déployées dans les Balkans sous les auspices de l'OTAN.

En conclusion, l'Italie ne croit pas que les Balkans aient un destin inéluctable. Nous y trouvons à la fois des risques et des chances, et même cette région tourmentée est en train d'acquérir une vision dynamique de l'histoire, en comprenant qu'elle n'a pas seulement un passé, qu'elle a aussi droit à un avenir, et qu'elle peut se débarrasser de son image de poudrière du continent pour devenir l'une des vitrines de l'Europe. Dans cet ordre d'idées, nous sommes encouragés par les signes de changement et d'ouverture qui apparaissent à Zagreb et par l'amélioration de la situation à Sarajevo. Nous espérons que ces développements pourront également contribuer à une évolution démocratique en Serbie, afin que celle-ci puisse, comme l'Italie le souhaite ardemment, assumer la position qui lui revient dans le contexte euro-atlantique. Pourtant, la région tout entière, dont la Serbie, doit d'abord renoncer à sa vision pessimiste, qui a fait dire à Edmund Stillman que les Balkans sont aux antipodes de l'optimisme tranquille, et qu'ils nous apprennent que tout passe, tout casse et tout se désintègre.

L'Italie et l'OTAN considèrent que la reconstruction civile et économique des Balkans et l'affermissement des valeurs démocratiques et de la tolérance dans cette région sont des devoirs de civilisation. Comme le président Ciampi l'a déclaré le 5 mai au Conseil de l'Atlantique Nord, si l'OTAN est la seule grande alliance militaire à avoir survécu aux circonstances qui avaient conduit à sa création, il y a à cela une raison profonde qui touche à l'essence même des valeurs du monde occidental. Les intérêts stratégiques, les valeurs et les intentions qui inspirent ensemble la culture européenne et américaine et constituent une civilisation euro-américaine commune nous permettent de nous lancer avec confiance dans les missions qui attendent l'OTAN en ce début du XXIe siècle. ■

A la recherche du temps perdu

Ivica Racan décrit la révolution qu'a connue cette année la politique croate et expose ses aspirations pour l'avenir.

Dans n'importe quel pays, le passage d'un régime autoritaire à la démocratie est plein de dangers. Il peut cependant être facilité par une aide internationale. C'est pourquoi l'appartenance au Partenariat pour la paix est si importante pour la Croatie, et pourquoi mon pays aspire à rejoindre et l'OTAN et l'Union européenne.

Depuis son arrivée aux affaires, au mois de janvier de cette année, mon gouvernement s'est tracé une voie très différente de celle qu'avait suivie son prédécesseur. Nous nous sommes engagés dans un vaste programme de réformes, et les années à venir risquent d'être difficiles. A de nombreux égards, la Croatie est maintenant entrée dans une voie analogue à celle qu'avaient choisie l'Espagne et le Portugal il y a environ 25 ans. Aujourd'hui, ces deux pays sont des démocraties prospères, des membres actifs à la fois de l'OTAN et de l'Union européenne, et une source d'inspiration. Nous entendons essayer de faire aussi bien qu'eux, participer activement au Partenariat pour la paix et contribuer à la recherche de solutions durables dans l'Europe du sud-est et au-delà.

Sous le régime de feu le président Franjo Tudjman, la Croatie était à couteaux tirés tant avec ses voisins qu'avec l'ensemble de la communauté internationale. Les principaux points de conflit étaient les politiques menées à l'égard de la Bosnie-Herzégovine (la Bosnie), les relations avec le Tribunal pénal international de La Haye pour les crimes de guerre (le Tribunal) et les attitudes adoptées à l'égard du retour en Croatie des réfugiés serbes. Ce ne sont plus là des problèmes.

© OTAN

Ivica Racan est le Premier ministre de la Croatie

Alors que certains membres de l'ancien parti au pouvoir et Tudjman lui-même convoitaient manifestement des parties de la Bosnie, mon gouvernement respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de son voisin. En fait, mes collègues et moi-même avons ouvertement critiqué les politiques de Tudjman à l'égard de la Bosnie aussi bien pendant qu'après la guerre, convaincus que le bon fonctionnement et le succès de l'Etat bosniaque allaient, comme ils vont aujourd'hui, dans le sens des intérêts nationaux de la Croatie. C'est pourquoi nous sommes attachés au processus de paix de Dayton et entendons contribuer à la reconstruction d'une Bosnie qui puisse être une patrie pour tous ses peuples.

Depuis notre arrivée aux affaires, nous avons mis fin aux transferts directs de militaires entre nos forces armées et le Conseil de défense croate, l'élément bosno-croate des forces armées de la Fédération de Bosnie. Nous avons aussi coupé les communications directes et les liens hiérarchiques qui existaient entre les deux institutions militaires. En outre, depuis la signature d'un accord d'aide financière avec la Fédération de Bosnie, au mois de mai, les transferts financiers entre la Croatie et le Ministère de la défense de la Fédération sont devenus transparents.

Cependant, la Croatie n'abandonne pas les Croates de Bosnie. Elle cherche simplement à trouver des solutions à long terme qui concilient leurs intérêts légitimes et ceux d'un Etat bosniaque viable et des communautés serbe et bosniaque du pays. La Croatie continuera de verser aux Croates de Bosnie des pensions militaires et des allocations d'invalidité, mais ces versements seront dorénavant soit effectués par l'intermédiaire des institutions fédérales appropriées, soit adressés directement aux bénéficiaires avec toute la transparence possible. Ils ne passeront plus par des structures parallèles et obscures.

Le changement de régime intervenu à Zagreb et l'inversion des politiques que Tudjman menait à l'égard de la Bosnie ont déjà eu des effets positifs lors des récentes élections municipales de Bosnie, où les partis multiethniques ont gagné du terrain. Les nationalistes restent puissants, mais ils trouvent de moins en moins d'appuis. On peut espérer qu'une tendance irréversible s'est ainsi créée, et qu'à terme, les Bosniaques de tous les groupes ethniques suivront l'exemple de la Croatie et rejetteront le nationalisme voué à l'échec qui leur a gâché l'existence durant ces dix dernières années.

Pourtant, la société bosniaque ne peut être reconstruite sans réconciliation. C'est là que le Tribunal est appelé à jouer un rôle essentiel. En effet, la culpabilité est individuelle, et non collective, et le processus d'apaisement ne pourra vraiment commencer que lorsque les individus responsables des excès commis lors des combats qui ont marqué l'éclatement de la Yougoslavie seront contraints de rendre compte de leurs actes.

Les crimes perpétrés l'ont été dans tous les camps, y compris celui des Croates. Afin d'aider le Tribunal, mon

gouvernement a, là encore, inversé la politique de l'ancien régime, et il entend remettre les accusés à la justice, communiquer tous les dossiers pertinents et faciliter les enquêtes sur le territoire croate. Au mois de mars, l'accusé Croate de Bosnie, Mladan «Tuta» Naletilic, a été extradé et déféré au Tribunal de La Haye. En avril, la chambre basse du parlement croate a entériné une déclaration relative à la coopération avec le Tribunal. Depuis lors, la Croatie a aidé dans ses enquêtes une équipe médico-légale venue de La Haye.

L'une des raisons pour lesquelles la Croatie tient tant à aider le Tribunal est la nécessité de faire en sorte qu'en cas de procès, tous les dossiers soient à la disposition du ministère public comme de la défense, afin que l'accusé puisse être jugé de façon équitable. Ce n'est qu'ainsi que justice sera faite, aux yeux de tous. L'ancien régime de la Croatie ayant refusé de coopérer avec le Tribunal et de lui remettre les documents nécessaires, il est possible que dans certains cas, en particulier celui de la condamnation à 45 ans de prison qui a frappé le général croate de Bosnie Tihomir Blaskic, le Tribunal n'ait pas eu les éléments nécessaires pour se prononcer en pleine connaissance de cause.

Si le Tribunal a contribué à jeter les bases d'une réconciliation, son action reste éloignée de ses bénéficiaires, les peuples de l'ex-Yougoslavie. En dernière analyse, la réconciliation est notre affaire, et le processus d'apaisement doit se dérouler dans la région. C'est pourquoi nous espérons qu'à l'avenir, les procès pour crimes de guerre pourront avoir lieu en Croatie, ainsi que dans d'autres parties de l'ex-Yougoslavie.

La réconciliation ne sera effective que lorsque ceux qui ont été forcés d'abandonner leurs foyers durant la guerre pourront rentrer chez eux. Mon gouvernement a donc fait du retour des réfugiés et des personnes déplacées l'une de ses priorités. Nous avons d'ores et déjà adopté une déclaration conjointe sur le retour des réfugiés avec la Republika Srpska, partie de la Bosnie à dominance serbe, dans l'espoir de donner un coup de fouet au processus de retour dans toute la région. Nous avons en même temps, avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), mis au point un projet pour le retour en Croatie de 16 500 personnes déplacées. Grâce au financement annoncé lors de la conférence régionale des donateurs du Pacte de stabilité tenue en mars, nous pouvons prendre l'engagement de le mettre en œuvre.

Mon gouvernement n'exigera jamais l'application d'un principe de réciprocité - selon lequel le nombre des rapatriés croates devrait être le même que celui des rapatriés d'autres ethnies - et il n'exercera aucune discrimination délibérée contre les Serbes ayant regagné leurs foyers. Un citoyen ou une citoyenne croate est un citoyen ou une citoyenne croate, quelles que soient ses origines ethniques, et il ou elle a droit à une protection juridique totale et équitable. Nous avons par conséquent lancé un processus visant à amender toute législation discriminatoire sur les principes de l'inviolabilité de la propriété privée et de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

La guerre de Croatie est encore récente, et elle a laissé de cruels souvenirs. En même temps, notre économie est en récession, le chômage est élevé et les dépenses publiques sont soumises à de fortes contraintes. Il se peut dès lors qu'une partie de notre opinion accepte mal qu'une aide soit accordée aux Serbes qui regagnent leurs foyers. Cela ne nous amènera pourtant pas à modifier notre politique. Dès le mois de juin, nous avons adopté des lois offrant aux Serbes l'égalité d'accès aux fonds de reconstruction, et nos tribunaux ont sanctionné les auteurs de profanations de monuments serbes.

Aider les Serbes à rentrer en Croatie devrait, nous l'espérons, contribuer à améliorer les relations avec nos voisins, dont la République fédérale de Yougoslavie. Cependant, aucune véritable normalisation des relations ne sera possible tant que le Président yougoslave Slobodan Milosevic restera au pouvoir et que les attitudes et les mentalités qu'il a contribué à inculquer continueront de prévaloir. Les problèmes de la Serbie vont bien au-delà de Milosevic. Aussi longtemps que la société serbe n'aura pas accepté son passé récent, le pays restera un paria pour la communauté internationale, et une paix et une stabilité durables, à la fois au Kosovo et dans l'Europe du sud-est, risqueront fort d'être difficiles à réaliser.

Parler de reconstruire une certaine nouvelle Yougoslavie et de refaire l'union de la Croatie, de la Serbie et de la Bosnie est faire preuve de naïveté. Cela dit, les différents pays de la région pourraient travailler ensemble. En fait, nous comptons en apporter la preuve dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est, que nous considérons aussi comme la voie à suivre pour entrer dans l'Union européenne.

L'action menée en vue de réformer la société croate s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour faire entrer la Croatie dans l'Europe occidentale.

Outre son appartenance au Partenariat pour la paix, la Croatie est, cette année, devenue membre associé de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, et elle a signé 16 accords de coopération militaire bilatéraux, dont huit avec des pays de l'OTAN. Ces nouveaux liens devraient nous permettre de travailler avec nos partenaires à la recherche de solutions et nous aider à réformer et à restructurer nos propres forces armées.

L'instauration d'un contrôle démocratique des forces armées et l'introduction de réformes dans le domaine de la défense sont des activités qui se renforcent mutuellement et doivent donc être menées de concert. Nous préparons une nouvelle législation qui vise à étendre le contrôle du parlement sur les forces armées, un corps d'experts civils en matière de défense est en train d'être créé, et des normes et procédures militaires destinées à accroître la transparence sont en cours d'introduction.

L'action menée en vue de réformer la société croate s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour faire entrer la Croatie dans l'Europe occidentale. A cause de la guerre et de la mauvaise gestion qui a suivi, la Croatie a perdu des places sur la liste des pays candidats à une adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Mais à présent, nous rattrapons le temps perdu et espérons suivre la voie tracée par des pays comme l'Espagne et le Portugal. Ce qui est bon pour la Croatie, ce qui est bon pour tous les citoyens croates, quelles que soient leurs origines ethniques, est bon pour l'Europe du sud-est et pour la communauté euro-atlantique tout entière. ■

La nouvelle culture des militaires croates

Kristan J. Wheaton décrit la façon dont les pays de l'OTAN ont aidé à préparer les militaires croates au passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique.

© Reuters

Apprendre la démocratie: les militaires croates ont montré leur vocation démocratique en restant en dehors du jeu politique.

Après la défaite électorale du parti politique qui avait conduit la Croatie à l'indépendance et était au pouvoir depuis dix ans, les militaires croates ont eu une attitude remarquable: ils n'ont pas bougé. Malgré les appels au coup d'Etat que leur lançaient certains extrémistes de droite, les forces armées croates ont refusé d'intervenir dans le jeu politique, contribuant ainsi à une passation de pouvoirs sans heurts.

Si un tel comportement est de règle dans les démocraties occidentales, il ne l'est nullement dans les pays sortant d'un régime autoritaire. En fait, c'est exactement l'inverse qui se produit le plus souvent. Un compromis avec les forces armées représente en général l'une des conditions indispensables de la réussite d'un changement de régime, et le respect montré par les militaires croates pour le processus politique en est d'autant plus remarquable. Cependant, cette attitude ne devait rien au hasard. Les Alliés et les Croates eux-mêmes avaient, ces cinq dernières années, consacré d'importantes ressources à la professionnalisation des militaires du pays.

Kristan J. Wheaton, Officier affecté en zone étrangère dans les forces terrestres américaines, est actuellement en poste à l'ambassade des Etats-Unis à Zagreb. Cependant, les opinions exprimées dans le présent article n'engagent que lui et ne reflètent la position officielle d'aucun département ou service du gouvernement américain.

En 1995, les forces armées croates apportaient un soutien franc et massif au président Franjo Tudjman et à son parti autoritaire, l'Union démocratique croate (*Hrvatska demokratska zajednica*, ou HDZ). Aux yeux du militaire moyen, il existait de bonnes raisons de soutenir ainsi le pouvoir en place. Grâce à son contrôle quasi total des médias, la HDZ était parvenue à convaincre la plupart des militaires, et d'ailleurs aussi une bonne partie de la population croate, qu'elle, et elle seule, pouvait assurer de manière efficace la gestion du pays et la représentation de ses intérêts à l'étranger. Il était, à l'époque, pratiquement impensable qu'en cas de crise, la HDZ ne puisse pas compter sur le soutien des militaires croates.

Fin 1999, la situation avait changé de façon spectaculaire. La baisse du niveau de vie et une série de scandales économiques impliquant des personnalités du parti au pouvoir suscitaient un désenchantement croissant devant les vieilles recettes de la HDZ, celles du nationalisme et de l'isolement au niveau international. Après la mort de Tudjman, en décembre 1999, la HDZ connut la disgrâce. Sa représentation parlementaire tomba de 59 pour cent à seulement 29 pour cent des sièges lors des élections de janvier et février 2000. De plus, les militaires acceptèrent les résultats des élections et se mirent au service du nouveau Président démocratiquement élu, Stipe Mesic, et du gouvernement du nouveau Premier ministre, Ivica Racan.

Les Etats-Unis furent, vers la fin de l'année 1995, le premier pays de l'OTAN à organiser des programmes de coopération militaire à l'intention des forces armées croates, et ils demeurent la principale source de financement de ce que les militaires américains appellent des «activités d'engagement». Il s'agit de programmes destinés à promouvoir la stabilité régionale et la démocratisation, et, s'agissant de l'ex-Yougoslavie, à «appuyer les efforts des Etats-Unis visant à assurer la réalisation de progrès autonomes à partir du processus de Dayton» et à «mettre en place des institutions militaires adaptées au contrôle civil démocratique». En 1998, l'Ambassadeur des Etats-Unis en Croatie, William Montgomery, a élaboré un «Guide du Partenariat pour la paix» qui a permis de mieux cibler les programmes américains en Croatie même. En outre, il a chargé l'attaché militaire des Etats-Unis de synchroniser l'action menée par son pays. Cette mesure a à la fois protégé les programmes, grâce à de fructueuses relations de travail avec les dirigeants croates, et multiplié leur impact, grâce à une coordination minutieuse.

L'aide directe des Etats-Unis à la Croatie en matière de formation militaire est passée de USD 65 000 en 1995 à USD 500 000 en 2000. Ces sommes ont été fournies sur les crédits dont l'engagement avait été autorisé par le Congrès au titre de l'instruction et de la formation militaires internationales (IMET). Au cours de cette période, les Etats-Unis ont formé près de 200 Croates, militaires et civils, sur le territoire américain, et plusieurs centaines d'autres dans le cadre de séminaires d'une et de deux semaines tenus en Croatie. Les fonds IMET ont également permis de créer trois laboratoires de langues, de sorte que près de 150 personnes peuvent maintenant sortir chaque année de l'Ecole militaire croate des langues étrangères en parlant couramment l'anglais. Le coût total du programme IMET réalisé en Croatie depuis 1995 est d'environ USD 2 millions. Par ailleurs, l'Agence de coopération en matière de sécurité pour la défense, en collaboration avec le Commandement des forces des Etats-Unis en Europe, finance, depuis 1997, les services de deux personnes employées à plein temps pour aider les militaires croates à programmer et à mettre en œuvre la formation faisant appel aux fonds IMET.

Lorsque les officiers et sous-officiers croates ont commencé à revenir en masse des cours de formation dispensés à l'étranger, les officiers des pays de l'OTAN ont peu à peu trouvé des terrains d'entente avec de plus en plus de leurs homologues croates.

En plus des activités financées au titre de l'IMET, le Commandement des forces des Etats-Unis en Europe a parrainé une équipe de liaison militaire de quatre personnes en Croatie dans le cadre du Programme commun d'équipes de contact (JCTP). L'équipe s'est mise au travail en 1996 et a, depuis lors, tenu près de 300 sessions ayant pour but de présenter les forces armées américaines comme un modèle du rôle que peuvent jouer des militaires compétents sous le contrôle effectif des autorités civiles. Les sessions organisées dans le cadre du JCTP diffèrent de la formation financée au titre de l'IMET. Le JCTP exclut la formation, et ses activités doivent être limitées à la familiarisation et à l'orientation. On n'attend pas des participants qu'ils parlent couramment l'anglais, et les sessions durent normalement moins d'une semaine (à la différence des stages financés au titre de l'IMET, qui durent normalement plusieurs mois). Cela dit, les sessions du JCTP ont joué un rôle important en faisant connaître à de nombreux militaires croates les normes et les principes de la démocratie.

Les Etats-Unis, avec l'Allemagne, ont également apporté une aide au Marshall Center de Garmisch, en Allemagne. Ce centre a pour vocation d'offrir à des responsables des politiques étrangère et de sécurité une formation de haut niveau en matière de sécurité et de défense. Depuis 1995, la Croatie a envoyé au Marshall Center plus de 40 membres de son Ministère de la défense et de son Etat-major général. Cette activité a coûté aux Etats-Unis près de USD 350 000 pour les seules années 1999 et 2000.

Outre les cours donnés au Marshall Center, l'Allemagne a commencé, en 1999, à offrir à des officiers croates une formation dans ses écoles militaires. Depuis lors, 23 officiers ont reçu une instruction dans des écoles militaires allemandes, et 30 ont bénéficié de sessions complètes de familiarisation ou d'orientation. Ces cours sont normalement axés sur une instruction militaire professionnelle comportant un enseignement au niveau du bataillon et de la compagnie ainsi que des stages à l'Ecole allemande de commandement et d'état-major, et sur une formation destinée à du personnel médical croate. L'Allemagne a aussi assuré une formation linguistique aux officiers croates suivant les cours qu'elle organisait. Des entretiens en réunion de travail ont eu lieu chaque année, à tous les niveaux, entre officiers croates et allemands, et l'Allemagne a également procédé à certains exercices avec la Croatie dans le domaine de la maîtrise des armements. L'aide à la Croatie financée sur le budget allemand de la défense s'élève au total à environ USD 2 millions.

Le Royaume-Uni a lui aussi apporté une aide aux militaires croates. Depuis 1997, où il a commencé à travailler avec ceux-ci sur la maîtrise des armements (en particulier à propos des Accords de Dayton), 45 étudiants croates y ont été envoyés pour recevoir une instruction en langue anglaise. De plus, le Royaume-Uni a parrainé des séminaires sur toute une série de sujets, dont les dispositions de Dayton concernant la maîtrise des armements, le droit militaire, et les militaires et les médias.

La France a également offert aux militaires croates une importante formation. Dès la signature d'un accord de coopération bilatéral, en 1998, elle a établi un programme dans le cadre duquel 31 officiers (14 en 1998 et 17 en 1999) ont reçu un diplôme d'institutions telles que l'Ecole de guerre française. Selon l'ambassade de France

à Zagreb, jusqu'à 20 autres sessions de formation sont prévues pour 2000. Les militaires français ont aussi dispensé une formation linguistique.

Conformément à des accords précédemment conclus entre la Turquie et la Croatie, 12 officiers croates ont suivi les cours donnés par des écoles turques depuis 1999. Selon l'ambassade de Turquie à Zagreb, tous les étudiants ont suivi un stage d'un an en langue turque avant de recevoir une instruction militaire professionnelle à l'Ecole des forces armées ou dans le cadre de cycles d'enseignement destinés aux officiers appelés à prendre le commandement de compagnies et de bataillons. Outre la formation dispensée en Turquie, la Croatie a envoyé des observateurs à trois exercices en 1999.

L'Italie s'est aussi montrée active dans son programme d'engagement avec la Croatie avant les élections de 2000. Selon l'ambassade d'Italie à Zagreb, le gouvernement italien a conclu avec la Croatie une série de mémorandums d'entente visant à améliorer à la fois la sécurité de la navigation et la réaction aux situations d'urgence dans l'Adriatique. Pour ce qui est des possibilités d'instruction offertes, l'Italie a seulement accueilli une personne à son Ecole navale et organisé un échange d'observateurs au cours d'exercices nationaux. Elle est actuellement le pays chef de file pour la mise en œuvre du Partenariat pour la paix avec la Croatie, et elle compte relever le niveau de ses activités en 2000.

D'autres Alliés, comme la Hongrie, la Norvège, la Pologne et l'Espagne, ont également apporté aux militaires croates une connaissance des pratiques militaires occidentales au moyen d'une formation directe et d'autres activités. Et surtout, les pays de l'OTAN ont tous coordonné ces activités de façon informelle au cours de la période critique 1995-2000, grâce à des réunions régulières de leurs attachés à Zagreb.

Il est intéressant de noter qu'entre 1995 et 2000, la Croatie a elle-même consacré d'importantes ressources à la professionnalisation et à la modernisation de ses forces armées. Par exemple, elle a décidé de financer les déplacements et le séjour de tous les étudiants envoyés à l'étranger. Dans le cas des Etats-Unis, cela a eu pour effet de tripler les sommes disponibles pour la formation dans ce pays. Selon le Ministère croate de la défense, la Croatie affectera en 2000 plus de USD 2 millions, pris sur son propre budget, aux activités de formation se déroulant à l'étranger, et ce montant sera dépensé à plus de 90 pour cent dans des pays de l'OTAN.

Du fait que l'un des objectifs des divers programmes de formation à l'étranger était de mettre en relief le rôle apolitique des forces armées dans un pays démocratique, l'apport financier consenti par la Croatie pour ces programmes a eu un effet nettement négatif sur la volonté de la HDZ de tenir les militaires entièrement sous sa coupe. Mais, vers la fin de l'année 1995, lorsque fut lancé le premier programme américain, qui était assez modeste, la Croatie ressentait la nécessité politique de confirmer sa relation avec l'Ouest et la nécessité militaire de former le plus grand nombre d'officiers possible. Selon le Ministère croate de la défense, le budget militaire de l'époque était de près de USD 1,4 milliard, et l'investissement de quelque USD 130 000 était sans doute considéré comme politiquement prudent.

Pourtant, vers la fin des années 90, la politique consistant à financer la formation à l'étranger jouait manifestement contre la HDZ. Le régime de Tudjman était en désaccord avec la communauté internationale sur pratiquement tous les points - sauf la coopération entre militaires. Une réduction du soutien apporté aurait alors été perçue comme un signal politique extrêmement négatif. En même temps, le rapide développement des programmes, joint à une application rigoureuse des normes d'admission, a bel et bien dépolitisé le processus de sélection des candidats à la formation.

Lorsque les officiers et sous-officiers croates ont commencé à revenir en masse des cours de formation dispensés à l'étranger, les officiers des pays de l'OTAN ont peu à peu trouvé des terrains d'entente avec de plus en plus de leurs homologues croates. A la fin de l'année 1999, dans tous les grands commandements, dans tous les secteurs de l'Etat-major général, dans toutes les directions du Ministère de la défense, quelqu'un avait reçu une formation à l'étranger.

Dès 1997, les Etats-Unis ont pu évaluer l'impact de leurs programmes. Ils ont ainsi déterminé clairement les secteurs dans lesquels ils estimaient avoir fourni des ressources permettant à la Croatie d'avancer dans la direction qu'elle avait déclaré vouloir suivre. Et surtout, la Croatie est devenue responsable du bon usage de ces ressources. Non seulement les officiers formés à l'étranger devaient être affectés à des postes à la mesure de leurs nouvelles compétences, mais les systèmes en phase de transition devaient évoluer dans le sens des normes occidentales - objectif que le Ministère croate de la défense avait publiquement et régulièrement annoncé, mais dont il n'avait guère été tenu compte dans la pratique.

Vers la fin de l'année 1998, on a relevé un exemple du net changement apporté par une responsabilité comptable précise. A l'époque, les Etats-Unis ont pu indiquer au Ministère de la défense qu'ils avaient formé plus de 100 Croates aux techniques modernes de gestion des ressources militaires. Pour les officiers croates et américains, il était clair que cela suffisait amplement à permettre au Ministère de la défense de produire un budget plus rationnel et plus transparent - objectif qui avait été publiquement adopté, mais s'était heurté à une forte résistance de l'intérieur. Placés devant cette responsabilité, et soumis à d'importantes pressions diplomatiques, les irréductibles ont été contraints de s'incliner. Peu après, le Ministère de la défense a publié un budget d'une transparence et d'une précision jusqu'alors inconnues.

A l'époque des élections, au début de l'année 2000, avec l'aide bilatérale des membres de l'OTAN et d'autres pays, l'optique des militaires croates avait déjà bien évolué dans le sens de forces armées modernes, contrôlées par les autorités civiles et à orientation démocratique. En s'abstenant de jouer un rôle politique et de peser sur les élections tenues dans le pays, les militaires croates ont passé avec succès l'épreuve la plus importante de leur histoire. ■

Une vision européenne pour les Balkans

Chris Patten analyse les défis qui se présentent à l'Union européenne dans l'Europe du sud-est et les politiques actuellement menées pour y faire face.

© Strat&Com

Construire l'Europe: depuis 1991, l'Union européenne a dépensé plus de 4,5 milliards d'euros dans les Balkans.

Au XXe siècle, l'Europe du sud-est a exercé sur les affaires européennes une influence hors de proportion avec sa taille ou son poids économique. Le siècle dernier a commencé et s'est terminé sur un engagement militaire des grandes puissances européennes dans la région. Ces engagements militaires répétés témoignent de l'importance que la région n'a cessé de revêtir. Notre détermination à éviter de nouveaux conflits au XXIe siècle est l'une des raisons pour lesquelles les principales institutions européennes, dont l'Union européenne, investissent à présent un important capital politique et économique dans la stabilisation de cette région stratégique.

A l'évidence, les défis sont énormes: une infrastructure anéantie, une base industrielle en ruines, des milliers de réfugiés et de personnes déplacées, et une méfiance entre ethnies en héritage. Pourtant, notre expérience de l'Europe d'après 1945 montre que les choses peuvent changer. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, une nouvelle Europe a pu être construite grâce à notre volonté de laisser les conflits derrière nous, à notre désir d'offrir à nos enfants une vie meilleure, à notre détermination à rebâtir et au recours à des amis prêts à nous aider. A présent, l'Union européenne apporte, avec d'autres, une aide aux pays de l'Europe du sud-est. Dans cette zone seront éprouvés les mécanismes dont nous disposons, à la fois nos politiques traditionnelles concernant l'aide et les échanges commerciaux et les nouvelles structures de la Politique européenne commune en matière de sécurité et de défense, que nous sommes en train de mettre en place. Nous sommes résolus à nous servir de ces mécanismes pour gagner la paix. Si les pays de la région acceptent notre aide et font des choix judicieux, il n'y a aucune raison qu'ils ne puissent pas, eux aussi, devenir des démocraties stables dotées d'une économie de marché prospère - ce qui ne pourra qu'être profitable, pour eux et pour nous.

Le Pacte de stabilité, dont l'origine remonte à une initiative de l'UE lancée au mois de juin de l'année dernière, représente un grand pas sur la voie du redressement. Les trois «tables» du Pacte - qui couvrent la démocratie et les droits de l'homme, le redressement économique et la sécurité - ont pour objet de promouvoir les réformes, la reconstruction et la coopération régionale. Il s'agit de maintenir l'élan imprimé au départ, et l'Union européenne et ses partenaires ont souligné la nécessité d'obtenir rapidement des preuves de résultats sur le terrain. C'est pourquoi la dernière conférence des donateurs, tenue en mars 2000, a étudié un «dispositif quick start» rassemblant des initiatives et projets régionaux dont la mise en œuvre commencera au cours des douze prochains mois. A la conférence, les pays donateurs ont annoncé une contribution de plus de 2,4 milliards d'euros, montant supérieur à celui du financement requis pour le dispositif proposé. La conférence a toutefois souligné que l'action menée en faveur de la stabilisation est à double sens. L'objectif est d'aider les pays de l'Europe du sud-est à s'aider eux-mêmes. S'ils veulent renaître comme l'Europe occidenta-

Chris Patten est Commissaire européen aux relations extérieures.

le l'a fait après la Seconde guerre mondiale, ils doivent améliorer leur gouvernance, créer les conditions nécessaires à une authentique entreprise privée, combattre la corruption, renforcer la cohésion sociale et coopérer les uns avec les autres de façon mutuellement avantageuse.

De nombreux pays de la région ont déjà compris que pour l'avenir, leurs meilleures chances résident, non pas dans la xénophobie et l'isolement, mais dans une participation au processus d'intégration à l'Europe. L'Union européenne a dès lors, à titre de contribution spéciale au Pacte de stabilité, offert la perspective d'une pleine intégration dans ses structures. Elle propose à présent à l'Albanie, à la Bosnie-Herzégovine (la Bosnie), à la Croatie, à la République fédérale de Yougoslavie (la Yougoslavie) et à l'ex-République yougoslave de Macédoine[1] des Accords de stabilisation et d'association «sur mesure». Cette nouvelle forme de relation contractuelle promet une intégration dans les structures de l'UE, une libération des échanges, une assistance financière, une aide pour la démocratisation et la société civile, une aide humanitaire pour les réfugiés, une coopération en matière de justice et d'affaires intérieures ainsi que le développement d'un dialogue politique, la contrepartie étant une réforme politique et économique et une coopération au niveau régional. En fait, l'Union européenne s'offre à partager son avenir politique et économique avec les pays des Balkans occidentaux.

Les Accords de stabilisation et d'association mettent l'accent sur le caractère indispensable de la coopération régionale, qui constitue un élément clé de toute solution durable aux problèmes de l'Europe du sud-est. L'établissement de liens aux niveaux des échanges commerciaux et de l'infrastructure, la gestion des frontières et le développement des interactions culturelles exigent une coopération au-delà des lignes de division intérieures et extérieures. De telles activités sont aussi une bonne façon de se préparer à une intégration future dans les structures européennes, qui reposent elles-mêmes sur la coopération interrégionale et internationale. Les progrès enregistrés dans le domaine des réformes ont permis l'ouverture de négociations sur des Accords de stabilisation et d'association avec l'ex-République yougoslave de Macédoine et, plus récemment, avec la Croatie, tandis que dans le cas de l'Albanie, une étude de faisabilité a fait l'objet d'un rapport. Pour ce qui est de la Bosnie, une étude de faisabilité concernant un tel accord doit encore être lancée.

Dans le même temps, la région continue à bénéficier d'une aide de l'Union européenne. Celle-ci est de loin le principal donateur pour l'ensemble des Balkans occidentaux. Depuis 1991, elle a versé plus de 4,5 milliards d'euros au titre de ses divers programmes d'aide. Pour l'année 2000, elle a mis à disposition plus de 520 millions d'euros dans le cadre des seuls programmes d'aide PHARE et OBNOVA. Pour ce qui est de l'aide sur le terrain, l'Union européenne se situe également à la première place. Au Kosovo, quelque 36 000 militaires et 800 policiers civils des Etats membres de l'UE servent aux côtés de la Commission européenne, qui, elle-même, travaille avec d'autres partenaires internationaux. L'Union européenne dirige l'Agence européenne pour la reconstruction, qui est l'élément de la Mission des Nations Unies au Kosovo chargé de la reconstruction économique, et elle est le principal donateur dans ce domaine. Plus à l'est, la Roumanie et la Bulgarie, maintenant toutes deux candidates à l'adhésion à l'UE, reçoivent ensemble environ 900 millions d'euros par an à titre d'aide leur permettant de se préparer à cette adhésion.

Malheureusement, la Serbie de Slobodan Milosevic a choisi de se tenir à l'écart de tout engagement positif vis-à-vis de l'Union européenne et de l'ensemble de la communauté internationale. Si elle ne peut empêcher ses voisins d'établir des liens plus étroits avec l'Europe occidentale, elle se situe au cœur de la région et reste en mesure d'exporter des formes de conflit. La stabilité régionale sera compromise tant que la Yougoslavie n'aura pas pris la place qui lui revient dans un ordre nouveau, pacifique et démocratique, dans les Balkans. Milosevic et son gouvernement - et non le peuple serbe - constituent le principal obstacle à une telle évolution.

Etant donné que c'est le régime de Milosevic qui représente la pierre d'achoppement, l'Union européenne a exercé des pressions sur le gouvernement serbe, par des mesures d'isolement et le maintien des sanctions décidées. Dans le même temps, consciente du fait que l'isolement pourrait lui-même devenir un obstacle à un changement en Serbie, l'Union européenne s'est efforcée de cibler les sanctions sur des proches du régime. Parallèlement, elle cherche à aider la population serbe par des formes ingénieuses d'aide humanitaire telles que le programme «l'énergie au service de la démocratie», qui prévoit la fourniture de pétrole aux municipalités dirigées par l'opposition, et un soutien accordé aux médias indépendants. Il importe de noter que l'interdiction des vols a été levée et que des contacts ont été établis avec les administrations locales réformistes et l'opposition politique (malheureusement toujours très éparpillée). Il faut espérer qu'à terme, l'exemple de la croissance et de la prospérité grandissante que connaissent d'autres parties de l'ex-Yougoslavie aura pour effet de susciter un plus fort courant réformiste en Serbie même.

> En Europe du sud-est seront éprouvés les mécanismes dont nous disposons, à la fois nos politiques traditionnelles concernant l'aide et les échanges commerciaux et les nouvelles structures de la Politique européenne commune en matière de sécurité et de défense.

L'Union européenne continue de soutenir les réformes démocratiques et économiques au Monténégro, associé minoritaire de la Serbie dans la Yougoslavie, tout en décourageant les initiatives allant dans le sens d'une indépendance. Elle estime cependant que les efforts déployés par Belgrade pour déstabiliser le Monténégro n'ont pas été suffisamment compensés par l'aide des Occidentaux, et que cette aide doit être renforcée dans les domaines budgétaire, humanitaire et technique. Le fait que le Monténégro n'est pas un Etat ne devrait pas constituer un obstacle à cette aide.

(1) *La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel*

Au Kosovo, il reste important de prendre des mesures à court terme destinées à consolider la paix. Là, notre objectif est de prévenir l'éclatement de nouvelles crises, particulièrement dans la vallée de Presevo et à Mitrovica. Conformément à la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies, nous devons continuer à assurer une sécurité suffisante pour que les compromis politiques et la régénération économique puissent prendre racine. La participation des Serbes du Kosovo aux structures administratives communes pourrait indiquer que la politique actuellement menée commence à porter ses fruits.

La perspective d'une intégration à l'Europe a été un puissant facteur d'évolution dans les Balkans occidentaux. En Bosnie et en Croatie, cette évolution a été appuyée par l'institution de «Task Forces consultatives» dans le cadre desquelles l'Union européenne et les autorités nationales intéressées étudient les priorités et les modalités des changements, des réformes et de l'intégration. Les «Task Forces consultatives» nous permettent ainsi de tenir régulièrement des consultations et de faire, tous ensemble, avancer le processus. L'Union européenne espère que des institutions similaires seront, à terme, également mises en place dans d'autres pays de l'Europe du sud-est.

Il est, sans aucun doute, à la fois possible et nécessaire de faire plus encore. Si l'aide est utile, les échanges commerciaux ont une importance décisive. L'Union européenne applique d'ores et déjà à l'Europe du sud-est un régime commercial libéral, en acceptant d'exonérer de taxes plus de 80 pour cent des exportations régionales qui lui sont destinées. Elle compte cependant aller plus loin. Des accords de libre-échange sont prévus dans le cadre des Accords de stabilisation et d'association (et nous incitons déjà les pays de la région à négocier entre eux des accords de libre-échange qui leur permettraient de tirer le meilleur parti de leurs avantages respectifs). Cependant, l'instauration immédiate d'un système de libre-échange avec l'Union européenne frapperait durement les économies régionales, par exemple en les privant des droits de douane, qui sont pour beaucoup de gouvernements une source de revenus primordiale. C'est pourquoi l'Union européenne a l'intention d'avancer rapidement d'autres propositions concernant des mesures destinées à ouvrir davantage le marché de l'UE avant la négociation d'Accords de stabilisation et d'association.

Tous les analystes s'accordent à faire ressortir le caractère dominant et le potentiel de subversion du crime et de la corruption dans la région. L'Union européenne pourrait mettre à profit son expérience acquise avec le «Pacte de préadhésion sur la criminalité organisée entre les Etats membres de l'Union européenne et les candidats d'Europe centrale et orientale et Chypre», de 1998, en veillant à ce qu'il y ait une étroite coordination avec les travaux sur la sécurité de la troisième table du Pacte de stabilité.

Le fait que l'Union européenne apporte une aide au développement, une assistance technique et une aide humanitaire et qu'elle tienne à lier cette assistance aux progrès réalisés dans le sens de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la bonne gouvernance signifie que nos politiques à l'égard des Balkans comportent un important élément de prévention des conflits. Notre objectif est de créer finalement dans l'Europe du sud-est une situation dans laquelle un conflit militaire sera devenu impensable. Pourtant, comme le montre la situation au Kosovo, il nous reste un long chemin à parcourir. C'est ce qui donne toute son importance à la décision de l'Union européenne de créer, pour 2003, une force de réaction rapide comptant jusqu'à 60 000 hommes, mobilisables en 60 jours et capables d'exécuter des opérations d'aide humanitaire, de gestion des crises, de maintien de la paix et de rétablissement de la paix. Par ailleurs, la décision de mettre en place des moyens non militaires de réponse aux crises dans des domaines tels que l'aide humanitaire, la formation et le déploiement d'unités de police civiles, le contrôle des frontières, le déminage et la recherche et le sauvetage correspond à un besoin qui n'est que trop évident dans certaines parties des Balkans. Pour pouvoir mener de telles activités, nous prévoyons un Dispositif de réaction rapide qui devrait nous permettre de mobiliser les ressources financières et les autres ressources nécessaires en quelques heures ou quelques jours plutôt qu'en quelques semaines ou quelques mois.

Javier Solana, premier Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, et moi-même considérons la stabilisation de l'Europe du sud-est comme une priorité, ainsi qu'en témoignent les visites que nous effectuons fréquemment dans la région. Nous y voyons un moyen d'instaurer un dialogue global, de dynamiser le processus, et donc de le faire avancer. Dans cette démarche, nous continuerons de coopérer étroitement à la fois avec nos partenaires de la communauté internationale et avec tous ceux qui s'emploient à obtenir des progrès dans la région même. Un tel engagement demande beaucoup de temps, de personnel et d'argent, mais il est infiniment préférable aux engagements et aux conflits militaires qui ont si souvent marqué les cent dernières années. Créer une nouvelle zone de stabilité et de sécurité est un objectif digne d'un nouveau siècle. ■

NATO Academic Forum

L'OTAN et le monde universitaire

Bourses

L'OTAN offre chaque année un certain nombre de bourses de recherche à des particuliers et à des institutions. Les ressortissants des pays membres et ceux des pays partenaires peuvent demander à en bénéficier.

Tous les détails de ces offres figurent sur le site web de l'OTAN:

http://www.nato.int/acad/home.htm

Commander la KFOR

Le général Klaus Reinhardt évoque la contribution de la KFOR au processus de paix au Kosovo et met en évidence les difficultés auxquelles il faut encore s'attendre.

© Nick Sidle – Allied Mouse and Heartstone

Une main secourable: au Kosovo, outre leur tâche de maintien de la paix, les soldats de la KFOR aident à reconstruire une société en ruines.

Lorsque les soldats de la paix dirigés par l'OTAN sont entrés au Kosovo, en juin 1999, on craignait que des dizaines de milliers d'Albanais n'eussent été tués, et plus d'un million de personnes avaient été chassées de chez elles ou avaient fui pour survivre. La capitale, Pristina, était une ville fantôme où tous les magasins étaient fermés et où l'on ne voyait dans les rues que quelques rares voitures. Les frontières extérieures et intérieures du Kosovo n'étaient pas contrôlées, et il n'y avait ni structures civiles, ni activité économique, ni services administratifs, ni ordre public.

Aujourd'hui, la plupart des Kosovars ont regagné leurs foyers. Les rues de Pristina sont pleines d'autobus et de voitures et fréquentées par une foule de gens qui s'y sentent en sécurité. Bars, restaurants et magasins ont rouvert. On voit un marché florissant et de très nombreuses échoppes. Les gens sont bien habillés et personne n'a l'air affamé. Les kiosques à journaux sont garnis de quotidiens et hebdomadaires locaux non censurés, ainsi que de publications internationales. Les stations de radio sont libres de diffuser ce que les gens veulent entendre. Les Kosovars sont nombreux à jouir de libertés qui leur étaient refusées depuis des années.

Le général Klaus Reinhardt a été le deuxième commandant de la KFOR, d'octobre 1999 à avril 2000.

La Force du Kosovo (KFOR) a largement contribué aux progrès réalisés dans bien des secteurs de la vie quotidienne de la province. Ayant reçu pour principal mandat des Nations Unies de prévenir une reprise des hostilités, de sécuriser la province et d'assurer la sécurité publique, la KFOR a également été chargée d'apporter un soutien aux organismes civils de premier plan dans les domaines de l'aide humanitaire et de la reconstruction, ainsi que dans celui du rétablissement de la société civile du Kosovo.

Un accord militaro-technique (MTA) a été négocié au début du mois de juin avec les autorités militaires yougoslaves afin d'obtenir le retrait de leurs forces, et la KFOR en a supervisé la mise en œuvre. Jusqu'ici, l'armée (VJ) et la police du Ministère de l'intérieur (MUP) yougoslaves ne font planer aucune menace immédiate sur le Kosovo. Les troupes de la KFOR, comportant des contingents de 20 pays non OTAN, dont la Russie, sont tout à fait

capables de les empêcher de rentrer au Kosovo par la force. De fréquents exercices aident à maintenir leur état de préparation à toute une série de circonstances.

La KFOR a réussi à faire entrer en application l'engagement concernant la démilitarisation de l'Armée de libération du Kosovo et sa transformation en Corps de protection du Kosovo (KPC), organisme civil pour les situations d'urgence placé sous le contrôle de l'Administration intérimaire des Nations Unies. Ses 5 000 membres ont fait serment d'obéir aux instructions des autorités légales, de respecter les droits de l'homme et d'accomplir toutes leurs missions sans aucun préjugé ethnique, religieux ou racial. Le Corps de protection doit être multiethnique, et il compte à présent des Bosniaques, des Rom et des Turcs, mais pas encore de Serbes.

C'est la première fois qu'une force de guérilla a été dissoute et désarmée de cette façon. La KFOR reste pourtant attentive au risque d'une reprise d'hostilités, en suivant d'un œil particulièrement vigilant la dangereuse situation qu'est en train de créer le mouvement rebelle albanais de l'«Armée de libération de Presevo, Bujanovac et Medvedja» dans le sud de la Serbie.

L'autre responsabilité majeure de la KFOR consiste à créer un environnement sûr dans lequel toutes les communautés du Kosovo - les minorités serbe, bosniaque, rom et turque, ainsi que les Albanais - puissent retrouver une vie normale. L'une des priorités a été donnée au déminage, les mines constituant un danger pour les hommes, les femmes et les enfants de toutes origines ethniques. Les artificiers ont débarrassé des mines et autres engins explosifs 1 700 kilomètres de routes, plus de 1 200 écoles et 16 000 maisons ou bâtiments publics.

Cependant, le principal défi a été de contenir les tensions ethniques et de s'attaquer à la criminalité. Chaque jour, deux tiers des soldats de la KFOR effectuent de 500 à 750 patrouilles, montent la garde sur plus de 550 emplacements clés et opèrent à plus de 200 points de contrôle des véhicules. Au cours de l'année dernière, le nombre des actes criminels graves, tels que les pillages, les enlèvements et les incendies volontaires, a baissé de façon spectaculaire, et celui des meurtres est tombé d'une cinquantaine d'actes de vengeance par semaine à une moyenne de cinq - chiffre inférieur à celui que l'on enregistre dans beaucoup de capitales occidentales.

A Mitrovica, point chaud des tensions ethniques, la KFOR compte jusqu'à 11 compagnies chargées de la sécurité des différentes communautés. Des «zones de confiance» ont été créées sur les deux rives de l'Ibar afin de réduire les tensions et d'encourager les familles déplacées à rentrer chez elles. A Mitrovica, comme dans l'ensemble du Kosovo, le problème est de convaincre la population qu'il n'y aura pas de partition et qu'une coexistence pacifique peut s'instaurer entre les deux principales communautés.

La police civile reste toutefois un sujet de préoccupation. Les délits de droit commun et le crime organisé fleurissent dans un vide partiel du pouvoir local qui ne sera comblé qu'après les élections municipales prévues pour le courant de cette année. Il est urgent de pouvoir disposer d'un plus grand nombre de policiers des Nations Unies et de policiers kosovars, ainsi que de l'infrastructure qui leur est nécessaire. En attendant que la communauté internationale fournisse les moyens requis, les soldats de la KFOR doivent combler eux-mêmes les lacunes du système, en accomplissant des tâches auxquelles ils ne sont pas formés.

La KFOR a également joué un important rôle de soutien par l'aide qu'elle a apportée à la communauté internationale dans les actions humanitaires et les efforts de reconstruction. Dès le départ, d'étroites relations de travail ont été établies entre la KFOR - en particulier son personnel de coopération civilo-militaire - et l'équipe des Nations Unies. Un vaste programme a immédiatement été lancé en vue de fournir à la population une aide alimentaire, des abris et des installations d'hébergement temporaires en prévision de l'hiver. Grâce à ces mesures, personne n'est mort de faim ou de froid au Kosovo malgré les rigueurs de l'hiver dernier, et le Programme alimentaire mondial, qui avait d'abord dû assurer le ravitaillement de 900 000 personnes, a pu réduire l'ampleur de ses opérations, la population devenant plus souvent capable de répondre elle-même à ses besoins essentiels.

En attendant que la communauté internationale fournisse les moyens requis, les soldats de la KFOR doivent combler eux-mêmes les lacunes du système, en accomplissant des tâches auxquelles ils ne sont pas formés.

Dans le cadre des activités de reconstruction, les soldats de la KFOR ont construit ou réparé 200 kilomètres de routes, six ponts et plusieurs voies de contournement, ce qui a contribué à faire diminuer les embouteillages et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Des éléments du génie ont remis en état le réseau ferroviaire, en effectuant les travaux nécessaires sur 200 kilomètres de voies et en reconstruisant deux ponts. A Pristina, l'aéroport a également été remis en état et rouvert à l'aviation civile.

Pour prendre le cas d'un seul secteur, la KFOR a travaillé avec la population locale à la construction de 1 600 maisons, fourni des abris à 17 000 personnes, contribué au rétablissement des commodités de base telles que l'électricité, l'eau, le chauffage et les systèmes de communication, et aidé à assurer les soins médicaux essentiels, avec une moyenne quotidienne de plus de 1 000 consultations, ainsi que les hospitalisations d'urgence, les programmes d'immunisation et les services de transport en ambulance et d'évacuation par voie aérienne.

L'étroite coopération qui s'est instaurée entre la KFOR et l'Administration intérimaire des Nations Unies a joué un rôle essentiel dans le rétablissement de nombreux aspects de la vie quotidienne au Kosovo et dans la mise en place de structures civiles. Il y a eu, d'abord et surtout, la décision de combler le vide laissé par le retrait des Yougoslaves en matière de gouvernement et d'admi-

nistration en créant des structures administratives intérimaires communes ouvertes à tous les groupes ethniques. Comme dans le cas de tant d'initiatives lancées au Kosovo, la difficulté a tenu au fait que les dirigeants serbes se sont, au départ, montrés peu disposés à participer au fonctionnement de ces structures. On peut cependant nourrir certains espoirs après la décision courageuse prise par le Conseil national des Serbes, au mois d'avril, d'envoyer des observateurs au Conseil administratif intérimaire et au Conseil transitoire du Kosovo.

L'université de Pristina a rouvert ses portes, et la plupart des élèves des enseignements primaire et secondaire ont repris le chemin de l'école. La KFOR a aidé à reconstruire des bâtiments, et elle escorte professeurs et écoliers dans les zones où les tensions ethniques demeurent vives. Au niveau des médias et des télécommunications, les projets locaux ont été facilités par le transport aérien de matériel, l'érection d'antennes et la reconstruction des principaux emplacements d'émission et de relais. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui est chargée de la démocratisation des médias, reçoit une aide lui permettant d'établir une base de données des émetteurs autorisés et d'organiser la gestion des fréquences.

Après des débuts lents et hésitants, l'appareil judiciaire dispose maintenant des juges et des procureurs dont il a besoin pour le fonctionnement des tribunaux. Ces magistrats se sont montrés à la hauteur de leur tâche dans les affaires ne comportant pas de fort élément ethnique. Il reste cependant nécessaire de recourir à des juges et à des procureurs internationaux pour les causes plus complexes, et beaucoup reste à faire dans le domaine de la réforme judiciaire.

L'accroissement de la stabilité et de la sécurité au Kosovo a permis à l'esprit d'entreprise de la population locale de s'exercer pleinement, et les petits commerces fleurissent dans toute la province. Les cafés et les restaurants, en particulier, font des affaires d'or grâce à la clientèle du personnel international. Le chômage reste néanmoins un défi de première importance. Pour la population masculine, le taux officiel se situe entre 80 et 90 pour cent. Il serait possible de mieux cibler les ressources en offrant aux petits commerces de modestes prêts qui leur permettraient de démarrer, plutôt que d'investir d'énormes sommes dans quelques grands projets dont les bénéficiaires sont généralement des entreprises internationales. Il faudrait également s'attacher à aider les nombreux petits exploitants agricoles du Kosovo à se remettre à travailler les riches terres de la province. Beaucoup d'exploitations ont été détruites durant le conflit, ce qui a obligé les agriculteurs à aller chercher un emploi en ville.

© Nick Sidle – Allied Mouse and Heartstone

Examen médical: la KFOR assure l'essentiel des soins de santé, dont plus de 1 000 consultations par jour.

Parmi les grands projets figure l'initiative visant à faire revivre le complexe minier et métallurgique de Trepca, en déclin après des années d'abandon et de sous-investissement. Un soutien international a été obtenu pour cette résurrection, qui pourrait générer de nombreux emplois et des revenus dont le Kosovo a grand besoin. La KFOR a largement participé aux phases d'évaluation et de planification stratégique du projet, et elle assure quotidiennement la sécurité des divers emplacements du complexe, dont beaucoup se trouvent de part et d'autre de la ligne de partage des ethnies.

La KFOR a également fourni des gardes, des hélicoptères de transport et des véhicules d'escorte blindés pour faciliter la distribution de plus de 80 millions de Deutsche marks (USD 40 millions), au titre d'un programme d'aide financière d'urgence lancé en décembre dernier pour faire redémarrer l'économie en l'absence de fonctionnement des institutions bancaires. A présent, on voit apparaître peu à peu les éléments de base d'un secteur financier.

Au cours de l'année dernière, la communauté internationale a permis la réalisation d'importants progrès. Il reste cependant beaucoup à faire, et plusieurs problèmes épineux vont encore devoir être résolus. Mes successeurs vont avoir fort à faire pour que puissent être réunies les conditions de sécurité qui sont indispensables si l'on veut que la démocratie et la tolérance prennent racine au Kosovo et que l'ensemble de sa population connaisse la paix et la prospérité.

Il reste à éclaircir la question de savoir ce que sera finalement le statut du Kosovo. Aux termes de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Kosovo sera une province jouissant d'une autonomie substantielle au sein de la République fédérale de Yougoslavie. Mais qu'entend-on exactement par là ? Pour la très grande majorité de la communauté albanaise, tout retour de la province sous l'autorité de la Serbie serait inacceptable. Même Ibrahim Rugova, considéré comme le plus modéré des dirigeants albanais, a clairement déclaré: «l'indépendance est inévitable, et j'espère être élu premier Président d'un Kosovo indépendant». Il faudra convaincre les Albanais qu'ils pourront, quoi qu'il advienne, vivre en coexistence pacifique avec les Serbes et tous les autres groupes minoritaires dans une province autonome.

Il faudra aussi veiller à ce que les élections municipales prévues pour cet automne soient libres et équitables, et encourager toutes les communautés à y participer - jusqu'ici, les Serbes paraissent décidés à les boycotter. L'OSCE est en train d'organiser l'inscription des électeurs, et la KFOR va aider la police des Nations Unies à assurer la sécurité des bureaux de vote et des urnes. Il semble malheureusement qu'il existe déjà de premières manœuvres visant à intimider les électeurs, qui sont «invités» à choisir entre se rallier à tel ou tel parti politique et risquer de perdre leur emploi.

Il y a enfin la question de savoir comment organiser un retour des réfugiés progressif, sans précipitation ni inhumanité, dans des conditions de totale sécurité, comme le recommande le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Mme Sadako Ogata. Les pays hôtes occidentaux sont nombreux à réclamer un rapatriement à bref délai. Cependant, les Albanais vont sans doute moins craindre de rentrer chez eux que les Serbes. S'il se produisait cette année, un afflux de rapatriés pèserait aussi davantage sur les maigres ressources disponibles dans la province, tout en faisant augmenter le nombre des chômeurs et en plaçant la KFOR devant de redoutables défis en matière de sécurité.

La résolution de la communauté internationale d'avancer dans cette voie et de fournir les ressources nécessaires va dépendre largement des Kosovars eux-mêmes. Le Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, leur a dit très clairement: «Vous êtes tous responsables de la construction de votre avenir. L'OTAN ne risque pas la vie de ses soldats pour voir leurs efforts emportés par le courant dans les eaux de l'Ibar. Si les assassinats et l'épuration ethnique ne s'arrêtent pas, l'aide financière des donateurs s'arrêtera.... Notre intention n'est pas de créer simplement un pays uniethnique de plus dans l'Europe du sud-est.»

Le changement dans la continuité

Après six mois de commandement de la KFOR, le général Klaus Reinhardt a transmis ses pouvoirs au général Juan Ortuño, en avril, ce qui illustre le renforcement du rôle de l'Europe dans le domaine de la sécurité. Le général Ortuño, de nationalité espagnole, commande l'Eurocorps, force européenne où sont représentés cinq pays.

Issu d'une initiative franco-allemande, l'Eurocorps est aujourd'hui composé de soldats belges, luxembourgeois et espagnols, ainsi que de militaires français et allemands. Jusqu'au mois d'octobre, le quartier général de l'Eurocorps constituera le noyau de celui de la KFOR, avec l'appoint de personnels envoyés par d'autres pays contribuant à cette Force.

Les relations entre l'Eurocorps et l'OTAN reposent sur un accord conclu en 1993 entre les Chefs d'état-major de la défense français et allemand et le Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR). Cet accord stipule que l'Eurocorps s'adaptera aux structures et procédures de l'OTAN, ce qui permettra une rapide intégration dans l'OTAN en cas de conflit.

En vertu du système de rotation semestrielle de son commandement, la KFOR a d'abord été déployée sous le commandement du Corps de réaction rapide (ARRC) du Commandement allié en Europe (CAE). A la tête de ce Corps se trouvait le général britannique Sir Mike Jackson, qui a, en octobre 1999, transmis ses pouvoirs au général Reinhardt, des Forces terrestres alliées du Centre Europe (LANDCENT).

Le général italien Carlo Cabigiosu, des Forces alliées du Sud Europe (AFSOUTH) a été désigné pour prendre le commandement de la KFOR en octobre 2000. Les commandants de la KFOR relèvent tous du SACEUR, qui, depuis le mois de mai, est le général américain Joseph Ralston.

© OTAN

Passation de pouvoirs: le général Klaus Reinhardt (à gauche) serre la main du général Juan Ortuño (à droite), en présence du général Wesley Clark, alors SACEUR.

Les Balkans vont-ils connaître des progrès décisifs?

Christopher Bennett évalue les perspectives d'une évolution démocratique et d'une paix et d'une stabilité autonomes dans l'ex-Yougoslavie.

Dans les Balkans, la dernière décennie n'a guère incité à l'optimisme, mais des signes d'une évolution positive commencent enfin à apparaître. Cette année, les retours de réfugiés en Bosnie-Herzogovine (la Bosnie) se sont accélérés. La Croatie, que la communauté internationale avait longtemps évitée, s'est transformée depuis la mort de son ancien Président, Franjo Tudjman, en décembre dernier. La communauté internationale a, par le Pacte de stabilité, adopté une approche régionale pour s'attaquer aux problèmes de l'Europe du sud-est dans son ensemble. L'ampleur de la tâche à accomplir n'en reste pas moins impressionnante, et l'engagement international devrait encore durer de nombreuses années.

Les victoires électorales, annonciatrices d'une ère nouvelle, remportées par les réformateurs du centre-gauche en Croatie au début de l'année ont, naturellement, fait espérer que, par un phénomène de réaction en chaîne, l'évolution démocratique allait s'étendre à d'autres parties de l'ex-Yougoslavie, dont la Bosnie et même la Serbie. Pourtant, en Bosnie, si les modérés ont gagné du terrain aux élections municipales du printemps, les partis nationalistes continuent à dominer la politique du pays. En Serbie, alors que l'on prédisait sa chute après sa quatrième défaite militaire, au Kosovo, l'an dernier, le Président yougoslave Slobodan Milosevic a obstinément rétabli et renforcé son autorité. Et même en Croatie, le nouveau gouvernement se trouve confronté à de redoutables défis dans les efforts qu'il déploie pour se débarrasser de l'héritage de Tudjman.

Les nouvelles autorités de Zagreb ont adopté une orientation radicalement différente de celle de leurs prédécesseurs littéralement dès leur entrée en fonctions. Quelques minutes seulement après que l'ancien parti au pouvoir, l'Union démocratique croate (*Hrvatska demokratska zajednica,* ou HDZ), eut tenu sa dernière réunion en Cabinet, au mois de février, le ministre du tourisme fut menotté et conduit en prison, accusé d'avoir transféré des fonds publics sur le compte bancaire de l'entreprise de construction de son épouse. En outre, la presse croate a depuis lors, et presque quotidiennement, révélé les détails de scandales impliquant des personnalités de l'ancien régime, si bien que jusqu'ici, une vingtaine d'autres personnes ont été arrêtées pour divers délits d'ordre économique.

Si la tâche du nouveau gouvernement croate se limitait à faire répondre les membres de l'ancien parti dirigeant des abus de pouvoir commis au cours de la dernière décennie, elle serait déjà difficile. Elle est cependant beaucoup plus vaste. Les opérations occultes, la corruption et le népotisme qui caractérisaient la Croatie de Tudjman sont l'héritage de près d'un demi-siècle de régime communiste, de plus de cinq ans de guerre ou d'hystérie belliciste d'origine médiatique et de plusieurs années d'un isolement international le plus souvent volontaire.

Le nouveau gouvernement croate doit réussir le passage de l'autoritarisme à la démocratie et d'une économie largement étatisée ou contrôlée par le parti au marché libre alors que le pays connaît un taux de chômage élevé et une baisse du niveau de vie. La tâche est rendue encore plus complexe par les perturbations économiques liées à la guerre et la nécessité de concilier les intérêts de la majorité croate et de la minorité serbe, principe que Zagreb s'est attachée à respecter, à la fois dans ses déclarations et dans ses actes. Les réformes structurelles sont à l'ordre du jour. Le nouveau gouvernement croate devra progressivement restructurer les institutions clés du pays, dont les militaires, les médias et les services secrets, ainsi que la gestion de l'économie, en s'attaquant, tout au long de son parcours, à des droits acquis et à des intérêts profondément ancrés.

Adieu à l'ancien régime: la mort du président Tudjman a fait naître l'espoir d'une évolutio

---

Christopher Bennett, auteur de Yugoslavia's «Bloody Collapse» *(New York University Press), est récemment entré à l'OTAN comme Rédacteur en chef de la* Revue de l'OTAN.
Les points de vue exprimés sont purement personnels et ne représentent pas ceux de l'OTAN ou de l'un quelconque de ses pays membres.

En Croatie, les années à venir s'annoncent donc difficiles, mais il existe des signes encourageants. La mort de Tudjman a fait disparaître le principal obstacle aux réformes. La société civile - c'est-à-dire une presse indépendante pleine d'ardeur et un secteur non gouvernemental dynamique - a commencé à montrer sa force au cours des années 90, malgré le mépris des milieux officiels, et, jusqu'ici, la transition a été remarquablement paisible. Les changements de politique à l'égard de la Bosnie, la coopération avec le Tribunal pénal international de La Haye pour les crimes de guerre et une offensive diplomatique judicieusement menée ont valu à la Croatie la bienveillance de la communauté internationale, lui ouvrant ainsi la perspective d'une aide économique et d'une assistance d'experts dont elle a bien besoin pour réussir sa transition. Et surtout, le pays est largement maître de son destin, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans les républiques de l'ex-Yougoslavie situées immédiatement au sud.

Comme la Croatie, la Bosnie doit se préparer à passer d'un régime autoritaire à un gouvernement démocratique, et aussi de l'économie dirigée au marché libre. Mais en Bosnie, cette transition, déjà très difficile, est rendue plus compliquée par l'héritage de près de quatre années de guerre permanente, par l'existence de forces armées rivales et par un délicat équilibre entre trois ethnies. Près de cinq ans après la fin du conflit qu'elle a connu, la Bosnie reste sous une «assistance respiratoire» internationale, en demeurant tributaire de l'aide de l'étranger et en proie à des divisions internes. Reconstruire une société qui fonctionne s'est révélé une tâche si complexe qu'elle s'en remet largement à la communauté internationale.

Un conflit prolongé met une société sens dessus dessous et fait le bonheur des inadaptés. En Bosnie, beaucoup de gens qui auraient eu peu de chances de réussir en temps de paix ont saisi les occasions que leur offrait la guerre et accédé à des postes de direction pour lesquels ils étaient singulièrement mal qualifiés. Ceux qui auraient pu aider à reconstruire leur société en ruines ont émigré ou se sont trouvés marginalisés. Parmi les Bosniaques capables et instruits qui sont restés dans leur pays, beaucoup travaillent aujourd'hui comme interprètes et chauffeurs pour le compte de la communauté internationale. En même temps, en manipulant le système de la «nomenklatura» hérité de l'époque communiste (système qui permet au Parti de contrôler les nominations), en attisant aux moments critiques les craintes et les haines nationalistes pour entretenir la tension, et faute de tout mécanisme qui les aurait obligés à rendre des comptes, les politiques nationalistes tenants de la ligne dure sont parvenus, au début, à ralentir le processus de paix pendant 18 mois environ.

© Reuters

on démocratique dans toute l'ex-Yougoslavie.

La reconstruction du pays a vraiment commencé quand, un an et demi après le début du processus de paix, la communauté internationale a intensifié son action pour tenir tête aux autorités du pays, arrêter les individus accusés de crimes de guerre, destituer les responsables locaux et prendre en charge puis restructurer les médias. Cependant, réunir les conditions d'un processus de paix autonome auquel les Bosniaques puissent s'identifier se révèle une tâche extrêmement longue et laborieuse.

Si les réformateurs croates savent exactement à quelles difficultés ils vont se heurter dans leurs efforts de restructuration de la société, en Bosnie, la communauté internationale a, ces cinq dernières années, suivi la plus abrupte des courbes d'apprentissage pour s'adapter aux conditions locales afin d'introduire des réformes de nature à remettre le pays en équilibre. Alors que l'expertise internationale se développait, l'ampleur de l'entreprise a commencé à apparaître. Elle dépasse largement ce que quiconque aurait pu imaginer en 1995, à l'époque des pourparlers de paix de Dayton, qui ont mis fin à la guerre de Bosnie. Presque tous les problèmes auxquels doit s'attaquer la communauté internationale - de la réforme bancaire au retour en sécurité des minorités ethniques et à l'édification de structures démocratiques dans un Etat multiethnique - comportent tellement d'inconnues que ce sont l'improvisation, l'expérimentation et l'analyse empirique qui offrent les meilleures chances de progrès.

Une récente évaluation de l'action internationale menée en Bosnie, évaluation effectuée par le groupe de réflexion de Berlin et appelée Initiative concernant la stabilité européenne (ESI), montre que dans plusieurs domaines, malgré l'existence d'énormes intérêts, la communauté internationale a réussi à introduire des réformes et à mettre sur pied des institutions locales qui fonctionnent. On peut citer à cet égard la création d'une Banque centrale de Bosnie, d'un centre de contrôle des devises et d'une nouvelle monnaie bosniaque, une réforme des médias et la création d'un organe régulateur national, la Commission pour les médias indépendants, ainsi que la réforme fiscale et douanière résultant des travaux du Bureau de l'Union européenne pour l'assistance douanière et fiscale (CAFAO) à la Bosnie-Herzégovine. Par ailleurs, même des politiques n'ayant pas atteint leurs buts peuvent finalement réussir, pour autant que les raisons des échecs enregistrés soient connues et prises en compte.

A mesure qu'avançait le processus de paix, les responsables internationaux ont été obligés d'assumer un rôle de moins en moins discret dans la vie de la Bosnie. Les structures illégales sont en cours de démantèlement, notamment dans le cas des services secrets, jusqu'alors omniprésents. On introduit des mécanismes destinés à mettre en pratique les notions de transparence et de responsabilité et à combattre la corruption. A la réunion de mai 2000 du Conseil de mise en œuvre de la paix - composé de représentants des Etats et des organisations internationales qui supervisent le processus de paix en Bosnie - les responsables internationaux ont décidé d'établir de nouvelles institutions destinées à offrir des chances égales aux acteurs économiques, en particulier dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie. Il y a là des marchés lucratifs actuellement organisés en trois monopoles correspondant aux diverses ethnies. En les réformant, les responsables internationaux comptent priver les partis nationalistes, qui ont systématiquement joué contre le processus de paix, des fonds nécessaires au financement de leurs opérations occultes.

Comme le montrent les travaux de recherche effectués dans le cadre de l'ESI, l'un des principaux enseignements tirés jusqu'ici du processus de paix est que les apports financiers ne suffisent pas à résoudre les problèmes. Une partie de l'aide internationale a, en particulier dans l'immédiat après-guerre, ajouté de façon imprévue à la difficulté de la reconstruction en renforçant des structures de pouvoir fondamentalement hostiles au processus de paix. Les élites locales, par exemple, ont parfois pu faire des projets de reconstruction des entreprises profitables à leurs amis politiques. Le rétablissement d'une infrastructure en ruines peut donner des résultats matériels rapides et spectaculaires, mais il n'apporte aucune solution aux problèmes sous-jacents de la société bosniaque. En fait, les routes et les ponts reconstruits en 1996 grâce à l'aide financière internationale sont de nouveau en mauvais état, les dysfonctionnements que connaît le pays ne permettant pas de les entretenir.

Après ce que l'Administrateur des Nations Unies au Kosovo, Bernard Kouchner, a appelé «quarante ans de communisme, dix ans d'apartheid et un an d'épuration ethnique», les problèmes qui se posent au Kosovo sont aussi nouveaux et aussi complexes que ceux que connaît la Bosnie. Il y a à peine un an que s'est engagé le processus de paix, si bien que, même s'ils peuvent s'inspirer de certains des enseignements de l'expérience acquise en Bosnie, les responsables internationaux y sont encore au début de la courbe d'apprentissage. La question du statut final du Kosovo et de la nature de ses relations futures avec la Serbie et les autres communautés albanaises des Balkans donne inévitablement lieu à bien des conjectures. Pour le moment, les responsables présents sur le terrain essaient de voir quelles politiques donnent des résultats, quelles politiques ne mènent à rien, et quelle est la meilleure façon de mettre sur pied des institutions locales qui fonctionnent de manière à concilier les intérêts des populations majoritaires et minoritaires. Comme en Bosnie, il n'existe pas de solutions simples, et le processus se révèle fatalement long et laborieux.

Ce qui fait planer une menace sur les processus de paix à la fois en Bosnie et au Kosovo et sur l'ensemble des Balkans, c'est, naturellement, la Serbie de Milosevic. En fait, tant que le plus grand des Etats de l'ex-Yougoslavie restera un paria sur la scène internationale, il sera difficile de dire comment parvenir à des règlements viables en quelque endroit que ce soit ou comment faire en sorte que des initiatives régionales comme le Pacte de stabilité apportent des solutions globales. Le pire est que Milosevic, maintenant officiellement accusé de crimes de guerre, ne montre aucune intention de quitter le pouvoir.

Certains analystes ont présenté Milosevic comme un génie qui saura toujours se montrer plus habile que la communauté internationale. En réalité, c'est un *apparatchik* professionnel qui, comme d'autres dictateurs sans scrupules, a réussi à se retrancher derrière les notions juridiques de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires des Etats indépendants et à les invoquer abusivement pour justifier toutes les formes de répression exercées à l'intérieur des frontières de la Yougoslavie. Par le passé, il a également misé sur les divisions existant au sein de la communauté internationale pour éviter de payer le prix de ses actes. C'est ainsi qu'il a pu paraître remporter des succès à court terme et qu'il s'est condamné, à long terme, à ce qui devrait être un désastre.

Depuis le coup d'Etat sans effusion de sang qu'il a organisé en 1987, lors du huitième plénum de la Ligue des Communistes de Serbie, où il a contraint à la démission le gouvernement de l'après-titisme, qu'il accusait de mollesse au Kosovo, il est toujours allé de l'avant. Il a mis les médias de son pays sur le pied de guerre et entrepris d'étendre son autorité à tout le reste de l'ex-Yougoslavie. Tandis que la Serbie menait sans succès une série de guerres en Slovénie, en Croatie, en Bosnie et au Kosovo, la société serbe a peu à peu perdu tout contact avec la réalité. Huit années de sanctions économiques, plus d'une décennie de distorsion des médias et des purges successives ont gravement marqué le pays.

Durant les 13 années qu'il a passées au pouvoir, Milosevic a transformé un pays fier de ses traditions et non dénué de références démocratiques en une caricature d'Etat, surréaliste et faussée. On peut donc penser que les problèmes de la société serbe sont plus profondément enracinés. En fait, certains des plus éminents analystes de la Serbie, comme Sonja Biserko, du Comité serbe d'Helsinki, estiment que la Serbie a aujourd'hui besoin d'une restructuration profonde et complète dépassant largement toutes celles qu'ont connues jusqu'à ce jour les autres Etats de l'ex-Yougoslavie.

Cependant, les décideurs qui essaient d'élaborer des stratégies permettant de faciliter une évolution démocratique en Serbie travaillent largement dans le vide. Après les sanctions internationales, la guerre du Kosovo et l'inculpation de Milosevic pour crimes de guerre, il ne reste en Serbie qu'une poignée d'Occidentaux. On n'a jamais aussi peu compris comment la société serbe fonctionne réellement. Nous assisterons un jour, et peut-être bientôt, à la chute de Milosevic, et, qu'une restructuration complète soit ou non nécessaire, il faudra surtout des réformes fondamentales pour recréer une société stable et en état de fonctionner. Les capitales occidentales ont d'ores et déjà constitué d'importantes réserves d'aide internationale pour la reconstruction de la Serbie, mais la tâche elle-même sera inévitablement de très longue haleine. ■

Réflexions de Roumanie

Radu Bogdan évoque les aspirations de la Roumanie à se joindre à l'Union européenne et à l'OTAN, ainsi que le programme de réformes en cours dans son pays.

Les efforts déployés par la Roumanie pour se joindre aux institutions européennes et euro-atlantiques, qui remontent à la révolution de 1989, ont commencé à porter leurs fruits. Admise au Conseil de l'Europe en 1993, la Roumanie va, en 2001, assumer la succession de l'Autriche à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Mais l'appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, promotrices et garantes par excellence du développement et de la prospérité en Europe, demeure son objectif suprême. En outre, la préparation à une éventuelle adhésion est jugée utile à la modernisation du pays.

Un Accord d'association avec l'Union européenne a été signé en février 1993, et une demande d'adhésion présentée en 1995. En décembre dernier, lors de leur Sommet d'Helsinki, les dirigeants de l'UE ont invité la Roumanie - ainsi que la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, Malte et la Slovaquie - à engager des pourparlers d'accession en 2000. Cependant, le pays doit faire face à des défis économiques qui impliquent des réformes particulièrement difficiles et ne lui donnent que peu de chances d'être en mesure de rattraper suffisamment son retard pour obtenir une admission prochaine.

Une pauvreté séculaire à laquelle se sont ajoutés la mauvaise gestion du régime communiste avant 1989 et, plus récemment, des troubles sociaux et une résistance aux réformes ont laissé l'économie roumaine dans un triste état. Le produit intérieur brut a chuté pendant plusieurs années, avec des baisses de production à la fois dans l'industrie et dans l'agriculture. Même si certains indices permettent d'entrevoir un début de relance, l'économie a accusé un recul de 4,6 pour cent l'an dernier, et l'on ne peut s'attendre qu'à un léger redressement en 2000. L'inflation est en train de diminuer, mais elle dépasse encore les 40 pour cent, et le taux de chômage officiel a doublé depuis 1996, pour atteindre 12 pour cent. Nombre de grandes entreprises travaillant à perte doivent être privatisées ou restructurées. Des réformes doivent être apportées d'urgence dans le secteur bancaire et financier, en particulier si l'on veut attirer des investissements étrangers.

En rang pour l'OTAN: la Roumanie a été la première à se joindre au Partenariat pour la paix.

Pourtant, malgré les craintes que l'on pouvait avoir, la Roumanie est parvenue à assurer le service de sa dette extérieure, et, au mois de juin de cette année, le Fonds monétaire international a approuvé l'extension du délai de remboursement d'un prêt de USD 535 millions et l'allocation d'une tranche de USD 116 millions. Les autres financements internationaux dépendaient de la disponibilité de ces crédits. L'économie devrait finalement être renforcée par la discipline budgétaire imposée par le FMI et par la stratégie de développement économique à moyen terme que la Roumanie a adoptée dans le contexte de ses pourparlers d'accession à l'UE. Cette évolution devrait également contribuer à générer les ressources qui seront nécessaires pour réaliser les objectifs de réforme en matière de défense que la Roumanie s'est fixés dans le cadre de sa préparation à une éventuelle adhésion à l'OTAN.

La Roumanie a été le premier pays à se joindre au programme du Partenariat pour la paix de l'OTAN, en janvier 1994. Elle a toujours été l'un des participants les plus actifs aux divers exercices et activités du Partenariat, ainsi qu'aux consultations politiques et aux initiatives en coopération du Conseil de partenariat euro-atlantique. Cette double participation est considérée comme un moyen d'ouvrir la voie de l'appartenance à l'OTAN, ainsi que de traiter les problèmes de la sécurité régionale en développant les structures de coopération de l'OTAN.

D'une façon générale, les milieux parlementaires et l'opinion sont largement favorables aux aspirations du pays à une adhésion à l'OTAN. Cependant, les implica-

Radu Bogdan est directeur de Nine O'Clock, *quotidien de Bucarest en langue anglaise.*

tions des réformes que nécessite la préparation à cette adhésion n'ont peut-être pas encore été pleinement mesurées, et elles risquent de susciter finalement une certaine résistance. L'unanimité des partis en faveur de l'OTAN et de son action s'est trouvée compromise par les conséquences économiques de la crise du Kosovo, et en particulier par le blocage du Danube. De plus, une partie de la population s'est élevée contre la campagne aérienne menée par les Alliés.

Malgré le risque encouru sur le plan politique, le gouvernement roumain ne s'est pas départi de son ferme soutien à l'Alliance. Comme l'a souligné le Ministre des affaires étrangères, M. Petre Roman, «la Roumanie a prouvé sa solidarité avec l'OTAN en prenant des risques aux côtés des Alliés. Elle a accordé à l'OTAN le libre accès de son espace aérien, établi de nouvelles voies de communication avec l'Alliance et autorisé le transit de troupes de l'OTAN ainsi que l'installation d'équipements OTAN de gestion de l'espace aérien sur son territoire».

L'un des enseignements tirés de la crise du Kosovo est que la sécurité européenne est indivisible et que seule une action commune peut permettre de résoudre, ou au moins de maîtriser, les nouveaux problèmes posés en matière de stabilité. La crise et ses suites, dont le déploiement de la force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN, la KFOR, ont aussi montré la valeur de la coopération dans le domaine de la sécurité régionale sous l'égide du Conseil de partenariat euro-atlantique et du Partenariat pour la paix, ainsi que la nécessité d'en développer le potentiel. Venir à bout de la crise aurait été plus difficile, sinon impossible, sans la contribution des pays de la région.

Des conflits comme celui du Kosovo risqueraient moins d'éclater dans une région où les schémas euro-atlantiques de comportement prévisible aux niveaux national et international reposeraient sur des bases plus solides. La question d'un nouvel élargissement de l'OTAN devrait donc être traitée dans le cadre d'une politique plus générale visant à promouvoir la stabilité et la démocratie dans le centre et le sud-est de l'Europe, et au-delà. La perspective d'une intégration dans l'ensemble euro-atlantique a d'ores et déjà favorisé le développement de la démocratie et l'accélération des réformes économiques dans les pays candidats à l'adhésion, y compris la Roumanie. Elle a également favorisé la coopération et le dialogue aux plans interne et international dans une région trop souvent en proie à des oppositions de longue date.

Grâce au Plan d'action pour l'adhésion lancé par l'OTAN au Sommet de Washington d'avril 1999, la Roumanie et les autres pays qui espèrent rejoindre l'Alliance disposent à présent de points de repère devant leur permettre de se préparer à exercer les droits et responsabilités liés au statut de membre de l'OTAN.

Les neuf pays participants - l'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et l'ex-République yougoslave de Macédoine[1] - ont tous soumis un programme national annuel de préparation à une éventuelle adhésion future, portant sur les questions politiques et économiques, les questions militaires et de défense, les ressources, les questions de sécurité et les questions juridiques. Chaque pays fixe ses propres objectifs, cibles et plans de travail. L'OTAN suit les progrès accomplis, en apportant des conseils d'ordre politique et technique.

Si la participation ne garantit pas une adhésion future, le Plan d'action est une expression concrète de la politique OTAN de la porte ouverte et engage les Alliés à aider les pays candidats à gravir les marches qui mènent à cette porte.

La Roumanie a résolument relevé le défi. Le programme annuel de préparation à l'adhésion l'aide à rationaliser les efforts qu'elle déploie et à fixer des priorités dans l'affectation de ressources peu abondantes. Le programme national concernant les activités qui entrent dans le contexte du Partenariat pour la paix a également été adapté pour cadrer avec ce processus.

© Reuters

Partager les risques: Petre Roman considère que la Roumanie a prouvé sa solidarité avec l'OTAN en prenant des risques aux côtés des Alliés.

Une stratégie de sécurité nationale reflétant les principales dispositions des documents du Sommet de Washington a été présentée au Parlement. La mise en application du plan cadre pluriannuel pour la réforme du secteur de la défense a été approuvée par le Parlement en 1999. Conçu en deux étapes, ce plan prévoit la restructuration des forces armées pour 2003 et la modernisation du matériel pour 2007. Les effectifs doivent être ramenés de 168 000 à 112 000 hommes d'ici à 2003, et la proportion des militaires de carrière doit passer à 71 pour cent, contre 55 pour cent actuellement. Les unités doivent être non seulement d'une taille sensiblement réduite, mais aussi plus professionnelles et plus mobiles, et présenter un haut niveau d'interopérabilité avec les forces de l'OTAN. Parmi les premières priorités figurent la mise en place de forces et de moyens de réaction rapide, en particulier dans

(1) La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel

le domaine des transports stratégiques aériens et maritimes, et le développement de la coopération avec l'OTAN en matière de défense aérienne.

On a cependant atteint un point critique où des décisions politiques importantes mais difficiles doivent être prises concernant la nouvelle structure du Ministère de la défense et les plans visant à réduire les effectifs des forces armées. Il faudra veiller à atténuer les effets de cette restructuration, notamment en assurant le recyclage des officiers en surnombre. Il est également envisagé d'améliorer le système national de gestion des crises et de réformer la gestion des ressources et la planification financière dans le secteur de la défense.

La première réunion tenue avec le Conseil de l'Atlantique Nord en vue d'évaluer les progrès accomplis par la Roumanie a eu lieu le 6 avril. Le Ministre roumain des affaires étrangères, M. Roman, a jugé très utiles les informations fournies en retour par les Alliés, qui ont fait ressortir la nécessité d'établir les premières priorités s'agissant de développer la corrélation entre les ressources disponibles et les objectifs, ainsi que d'assurer une meilleure coordination générale entre les différents ministères. La Roumanie pourrait aussi devoir être prête à revoir à la baisse ses prévisions en matière de dépenses de défense, en fonction des résultats économiques des années à venir. Il est surtout urgent, étant donné les choix difficiles et souvent impopulaires qu'il va falloir faire, que ces réformes essentielles soient perçues comme telles par tous les responsables au niveau national.

Au plan politique, la Roumanie a beaucoup avancé depuis 1989. D'importants progrès ont été réalisés dans l'application des principes démocratiques et dans l'amélioration des pratiques en ce qui concerne le règne du droit, le respect des droits de l'homme et le traitement des minorités ethniques, principalement d'origine hongroise ou rom. En fait, des Hongrois de souche sont entrés au gouvernement roumain en 1996. Il reste néanmoins d'autres actions à mener, notamment pour intensifier la lutte contre le crime organisé et la corruption.

La Roumanie a déployé de grands efforts pour établir de bonnes relations avec ses voisins. Des partenariats stratégiques ont été formés avec la Hongrie et la Pologne. Des arrangements trilatéraux - avec la Bulgarie et la Turquie, la Bulgarie et la Grèce, l'Ukraine et la Moldova - ont été pris pour répondre aux nouveaux défis et aux menaces pour la sécurité à caractère particulier, telles que le crime organisé, le terrorisme international, l'immigration clandestine et les trafics d'armes et de stupéfiants.

La Roumanie participe activement à de multiples projets et plans de coopération au niveau régional, ainsi qu'au Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est institué par l'UE et à l'Initiative sur l'Europe du sud-est lancée par l'OTAN, et sa contribution aux forces de maintien de la paix dirigées par l'OTAN dans les Balkans constitue une nouvelle preuve de son attachement à la paix et à la stabilité dans la région. Un bataillon du génie de 200 hommes et une section destinée à l'Unité multinationale spécialisée ont été déployés en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de la SFOR, et un bataillon d'infanterie fait partie de la réserve stratégique. En novembre 1999, le Parlement a approuvé l'envoi au Kosovo de 20 fonctionnaires de police et 20 officiers, ainsi que de personnel médical, mais le personnel militaire doit encore être déployé.

L'OTAN s'est engagée à revoir le processus d'élargissement en 2002. Dans l'intervalle, il y aura naturellement de multiples débats. L'Alliance pourrait-elle rester fonctionnelle si elle était beaucoup plus élargie? Combien de nouveaux membres devraient-ils être invités à s'y joindre, dans quel ordre et à quel rythme?

Il y a ensuite la vieille question de savoir comment concilier le désir d'intégrer les pays désireux et capables de se joindre à l'OTAN et celui d'établir une relation constructive avec la Russie. Se félicitant de la récente reprise du dialogue Russie-OTAN au Conseil conjoint permanent, M. Roman s'est dit convaincu que «ce cadre permettra à la Russie de mieux comprendre que l'élargissement de l'OTAN vise à renforcer la sécurité et la coopération en Europe et n'est dirigé contre aucun pays en particulier». Il a également souligné que la Roumanie était résolue à n'épargner aucun effort pour contribuer à faire passer ce message à la Russie.

L'un des enseignements tirés de la crise du Kosovo est que la sécurité européenne est indivisible et que seule une action commune peut permettre de résoudre, ou au moins de maîtriser, les nouveaux problèmes posés en matière de stabilité.

Les préoccupations légitimes suscitées par le processus d'élargissement devront être prises en compte. Cependant, les événements récents montrent fort bien qu'à l'aube du XXIe siècle, l'Alliance ne saurait se contenter de maintenir simplement un environnement sûr et stable sur son propre territoire. Pour pouvoir faire plus, elle doit aussi projeter la stabilité dans l'ensemble de la zone euro-atlantique. Etendre davantage le bouclier de sécurité en invitant de nouveaux membres à se joindre à l'OTAN - dans la mesure où ils rempliraient les conditions liées à une adhésion - serait un bon moyen de répondre à cette nécessité, l'OTAN restant alors dans son rôle de porte-drapeau d'une communauté de nations fondée sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit.

C'est précisément ce message que les Ministres des affaires étrangères des neuf pays candidats souhaitaient délivrer lorsqu'ils se sont réunis et ont adopté la Déclaration de Vilnius, le 19 mai. En invitant ces pays à se joindre à elle - selon les mérites de chacun, bien sûr - l'OTAN deviendra, a déclaré M. Roman, «la promotrice d'une stabilité européenne à long terme» et apportera ainsi une contribution décisive à «la création d'une Europe libre, prospère et sans division». ■

Aider l'Albanie a gérer les munitions

Richard Williams raconte comment une équipe dirigée par l'OTAN aide les responsables albanais à traiter le problème des munitions et explosifs non éclatés, qui ont tué des gens par dizaines.

© Richard Williams

Bombes à retardement: lorsqu'une équipe dirigée par l'OTAN est arrivée en Albanie, une surface équivalant à 360 terrains de football était contaminée par des munitions non explosées.

Après la vague d'anarchie qui a submergé l'Albanie en mars 1997, des pillards se sont emparés de plusieurs centaines de milliers d'armes et de quelque 20 000 tonnes de munitions, en provoquant des explosions dans de nombreux dépôts d'un bout à l'autre du pays. Depuis 1998, beaucoup d'armes ont été récupérées, mais l'apparition soudaine de tant de munitions non explosées a fortement aggravé le problème, déjà sérieux, des projectiles périmés datant des années d'isolement international de l'Albanie. Ne disposant ni des moyens ni des compétences techniques nécessaires pour traiter ce problème, l'Albanie s'est tournée vers l'OTAN et vers son programme du Partenariat pour la paix afin de trouver l'aide dont elle avait besoin.

Si l'Albanie était, en 1997, confrontée à un problème d'une nature et d'une ampleur redoutables, le stockage et l'élimination des munitions sont également difficiles pour beaucoup de pays de l'ancien bloc de l'Est. C'est pourquoi la solution finalement adoptée, qui consistait à former des officiers albanais et à mettre en place un organisme albanais chargé d'éliminer les explosifs, pourrait servir de modèle pour d'autres pays possédant des stocks importants de munitions obsolètes héritées de la Guerre froide.

Richard Williams travaille à la Section planification et politique de la Division soutien de la défense de l'OTAN.

Une équipe dirigée par l'OTAN, composée de spécialistes des munitions de pays de l'OTAN et de pays partenaires, est arrivée en Albanie vers la fin de l'année 1997 pour évaluer l'étendue du problème. A l'époque, plus de 180 hectares de terres, soit l'équivalent d'environ 360 terrains de football, étaient contaminés par des munitions non explosées, dans l'ensemble du pays. De plus, les premières tentatives faites par les Albanais pour débarrasser les endroits particulièrement dangereux s'étaient soldées par plus de 50 accidents graves. Après une enquête préliminaire, l'équipe a décidé de s'employer à former des Albanais à des procédures de gestion des munitions et d'élimination des explosifs conformes à celles qu'utilisent les Etats membres de l'OTAN.

D'octobre à décembre 1998, une équipe d'instructeurs de pays de l'OTAN et de pays partenaires a donné

des cours pratiques intensifs à des officiers subalternes albanais préalablement sélectionnés. Ces cours, qui comportaient la manipulation d'explosifs non désamorcés, avaient pour but d'apporter aux stagiaires les compétences techniques et la capacité d'instruction fondamentale nécessaires pour apprendre à d'autres à aider à débarrasser les zones contaminées et à dûment comptabiliser et protéger les munitions stockées. En même temps, dans le cadre d'une restructuration d'ensemble des forces armées albanaises, les munitions obsolètes, détériorées par l'âge, endommagées et excédentaires devaient être recensées aux fins d'un programme d'élimination conçu pour réduire les stocks de munitions et les regrouper dans 60 dépôts, au lieu des quelque 140 qui existaient alors.

Après que la première génération d'officiers albanais eut achevé sa formation à la gestion des munitions et à l'élimination des explosifs, on créa une organisation albanaise d'élimination des explosifs, dirigée par le moniteur principal du programme OTAN. Les nouveaux experts en munitions commencèrent à débarrasser des projectiles non explosés le premier emplacement; celui de Palikesht, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, Tirana. Cependant, à la suite du conflit du Kosovo, la toute jeune organisation fut obligée d'effectuer des travaux particulièrement urgents. Elle enleva des munitions non explosées d'un emplacement choisi pour un camp de réfugiés, à Shkodra, s'occupa d'une grand nombre de bombettes non éclatées provenant de roquettes tirées par les Serbes dans le nord du pays, et releva et balisa des champs de mines disposés par les Serbes le long de la frontière entre le Kosovo et l'Albanie. Le Ministère albanais de la défense lança également, à l'intention des réfugiés et des Albanais vivant dans le nord du pays, une vaste campagne de sensibilisation aux dangers des mines terrestres et des munitions non explosées.

Avec l'aide de l'OTAN, un Comité et un Centre albanais d'action antimine ont été créés pour faire avancer les travaux préliminaires de relevé, de balisage et de recensement des champs de mines. Leurs principaux objectifs sont toutefois de faire en sorte que l'Albanie dispose d'institutions capables de fournir aux donateurs de premières informations sur les zones contaminées et d'aider à coordonner les opérations de déminage à plus long terme.

Entre-temps, l'emplacement de Palikesht a été débarrassé des munitions non explosées, en octobre 1999, et, à ce jour, quelque 260 tonnes de munitions ont été éliminées sans accident, libérant 45 hectares de terres pour un usage productif. Les travaux ont aussi été menés à bien à l'emplacement voisin de Mbreshtan, où les équipes ont été confrontées à un problème technique supplémentaire, celui de l'accès, sous les décombres d'entrepôts, à des grenades instables lancées par roquette.

L'Albanie a récemment ratifié la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui est entrée en vigueur en février 1999. Elle est ainsi tenue d'éliminer la totalité de son stock de mines antipersonnel, estimé à 1,6 million d'unités, dans un délai de quatre ans. Un projet pilote d'«ingénierie inverse», actuellement élaboré avec l'aide de l'équipe d'experts de l'OTAN, viserait à démonter les mines terrestres de façon à extraire et à détruire les composants dangereux et à récupérer le reste pour le recycler. Cependant, étant donné les quantités en cause, l'Albanie va avoir besoin d'une aide internationale et de ressources financières plus importantes pour mener à bien l'élimination de ses stocks.

Un autre problème apparu lors de la première inspection est celui de la dégradation des poudres, qui crée une certaine instabilité et des risques d'explosions spontanées dans les dépôts de munitions albanais. Sur environ 125 000 tonnes de munitions, 90 pour cent ont plus de 30 ans d'âge. Plus de 30 000 tonnes de munitions endommagées, obsolètes et excédentaires, dont 2 230 tonnes de mines antipersonnel, ont été recensées pour élimination en première priorité. Le danger immédiat que présentent d'aussi énormes quantités de munitions potentiellement instables a amené l'OTAN à proposer une étude de faisabilité concernant la construction en Albanie d'un centre spécial de démilitarisation des munitions. Ce projet, qui reste en attente et nécessiterait une assistance financière internationale, pourrait éventuellement se révéler bénéfique pour d'autres pays de l'Europe du sud-est confrontés à des problèmes similaires.

Etant donné les quantités de mines terrestres en cause, l'Albanie va avoir besoin d'une aide internationale et de ressources financières plus importantes pour mener à bien l'élimination de ses stocks.

Les forces armées albanaises ont un urgent besoin d'améliorer la gestion de leurs stocks de munitions de manière à surmonter les sérieux problèmes relevant de la sûreté, la sécurité et la responsabilité comptable. Après la vague d'anarchie de 1997, beaucoup de leurs documents comptables ont été détruits. L'équipe OTAN a donc travaillé en étroite liaison avec les spécialistes albanais du stockage de munitions pour effectuer un recensement des munitions, achevé vers le milieu de cette année. Les informations ainsi réunies permettront de finaliser les plans relatifs à une réduction de grande ampleur des stocks de munitions et au regroupement des dépôts, dont certains sont dangereusement proches des zones habitées par la population civile.

De nombreux défis attendent l'Albanie dans les efforts qu'elle déploie pour s'attaquer à ces problèmes de gestion et d'élimination des munitions dans le cadre de son programme de démilitarisation. La tâche est d'une telle envergure qu'il faudrait aux forces armées albanaises plus de 30 ans pour la mener à bien si elles ne pouvaient disposer d'aucune aide extérieure. Une assistance financière internationale sera donc nécessaire. Grâce au programme du Partenariat pour la paix et à la collaboration positive et unique en son genre qui s'est instaurée entre l'équipe OTAN et les spécialistes locaux, l'Albanie est à présent sur la voie d'une autosuffisance dans le domaine de la gestion des munitions. ■

Former des soldats pour le XXIe siècle

Chris Donnelly évoque les difficultés auxquelles se heurtent tous les militaires européens pour relever le défi du XXIe siècle, en centrant sa réflexion sur les armées d'Europe centrale et orientale, où le besoin de réforme est le plus urgent.

© OTAN

Des moments difficiles: les soldats d'aujourd'hui doivent s'entraîner pour faire face à toute une gamme de situations stressantes.

La plupart des pays européens se trouvent devant un même dilemme en matière de sécurité. Les forces dont ils disposent - et dont l'entretien leur coûte très cher - ne sont pas adaptées à un grand nombre des menaces auxquelles l'Europe est confrontée aujourd'hui et risque de l'être encore dans l'avenir prévisible. Il y a là un dilemme à la fois pour les membres de l'OTAN et pour les pays partenaires, qui ont donc intérêt à le surmonter ensemble.

La crise du Kosovo a porté la situation à un point critique. Bien que l'Europe compte plus de deux millions de militaires et que moins de deux pour cent d'entre eux soient déployés dans les Balkans, les opérations de maintien de la paix ont énormément pesé sur les systèmes militaires nationaux. Malgré les sommes considérables qu'elle consacre à la défense, l'Europe manque de certaines capacités militaires de base et ne peut déployer efficacement des forces hors zone sans le soutien des Etats-Unis. A l'évidence, quelque chose ne va pas.

Dans leur analyse des insuffisances de l'Europe en matière de sécurité, les médias ont évoqué presque exclusivement la nécessité d'acquérir du matériel de haute technologie pour égaler les capacités des Etats-Unis, ou les besoins concernant les moyens de renseignement européens, un quartier général de corps d'armée, un meilleur système de commandement, de contrôle et de communications et des appareils gros porteurs. Mais la situation est plus complexe. Pour comprendre les besoins militaires du XXIe siècle, il importe d'examiner la nature de la menace en Europe, et aussi la marche à suivre pour pouvoir y faire face.

Chris Donnelly est Conseiller spécial de l'OTAN pour les questions d'Europe centrale et orientale. Les points de vue exprimés dans le présent article sont purement personnels et ne représentent pas ceux de l'OTAN ou de l'un quelconque de ses pays membres.

Si une guerre régionale comme celle des Balkans reste possible, les invasions massives et la guerre totale ont cessé d'être une menace pour l'Est ou pour l'Ouest. En fait, la plupart des menaces pour la sécurité nationale dans l'Europe d'aujourd'hui ne sont pas d'ordre militaire. Elles peuvent avoir pour origine des problèmes économiques, une hostilité ethnique ou des frontières peu sûres et sans utilité réelle, n'opposant aucun obstacle aux migrations clandestines et à la contrebande. Elles peuvent aussi être liées au crime organisé et à la corruption, qui ont tous deux une dimension internationale et nuisent au bon développement de la démocratie et de l'économie de marché. En outre, la prolifération des technologies militaires ou à double application, notamment sous la forme des armes de destruction massive - chimiques et biologiques ainsi que nucléaires - avec leurs vecteurs et la révolution dans la technologie de l'information présentent des défis particuliers.

Alors qu'il y a dix ans, la sécurité nationale se mesurait surtout en termes de puissance militaire, celle-ci n'est plus aujourd'hui que l'une de plusieurs unités de mesure, et, pour la plupart des pays, l'une des moins immédiates. Les menaces évoquées plus haut demandent le plus souvent, non pas une réponse militaire traditionnelle, mais

des investissements au niveau des ministères de l'intérieur, des forces de douane et de contrôle des frontières, et des moyens de gestion des crises. Cependant, l'augmentation des investissements dans la sécurité intérieure fait que la pression exercée sur les budgets de la défense devient encore plus forte. C'est pourquoi, dans certains cas, on risque d'aller à l'encontre du but recherché en poussant les pays à dépenser plus pour les effectifs militaires si c'est d'effectifs policiers dont ils ont réellement besoin, à la fois pour assurer leur propre sécurité et pour contribuer aux opérations de sécurité internationales.

L'expérience montre qu'aujourd'hui, lorsque des soldats sont appelés à faire face à un défi pour la sécurité, ils ne doivent pas savoir seulement se battre. Les opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo ont mis en évidence le fait qu'outre leur aptitude au combat, les soldats doivent posséder toute une gamme de compétences afin de pouvoir jouer des rôles multiples, aussi difficiles que stressants, qui vont de la diplomatie au secourisme, à la gestion hospitalière et à l'administration municipale, en passant par la police et les arbitrages.

Deux autres éléments sont aussi à considérer. D'abord, les militaires d'aujourd'hui sont souvent appelés à opérer hors de leur pays d'origine. Ensuite, on peut s'attendre à voir surgir des défis actuellement imprévus. Les soldats de demain devront donc posséder des compétences beaucoup plus étendues que celles de leurs prédécesseurs. Les forces devront être plus souples, mieux entraînées et mieux instruites, et pouvoir être déployées à l'étranger de façon rapide, décisive et soutenue. Il faut pour cela que des changements interviennent à la fois dans les conceptions relatives à la sécurité et, d'une manière générale, dans les investissements consacrés à cette dernière.

Les conceptions ont déjà commencé à évoluer. La prise de conscience de la nécessité de déployer des forces européennes au-delà des frontières qu'elles ont pour mission de défendre sans dépendance excessive à l'égard du soutien des Etats-Unis a stimulé le développement de l'Identité européenne de sécurité et de défense. Ce programme, qui a pour but d'améliorer les capacités militaires de l'Europe, ne porte pas seulement sur de nouveaux matériels, de nouvelles structures de commandement, de contrôle et de communications ou de nouveaux mécanismes logistiques. Il vise également les compétences et les aptitudes des soldats, des marins et des aviateurs eux-mêmes.

Si l'on examine l'état des forces armées et de sécurité dont dispose l'Europe, on constate qu'il existe une disparité. A la fin de la Guerre froide, la plupart des pays européens avaient des forces armées relativement importantes, composées essentiellement d'appelés et ayant pour mission de défendre le territoire national. Les pays neutres, comme la Finlande et la Suisse, devaient entretenir de grandes structures de forces capables de fonctionner de façon indépendante pour assurer la crédibilité de leur défense. Les membres de l'OTAN, sécurisés par le bouclier nucléaire des Etats-Unis, pouvaient se permettre de dépenser moins et d'entretenir des armées de taille plus limitée tout en gardant une défense crédible. Néanmoins, en dépit d'une tendance grandissante à l'intégration militaire et industrielle et à l'établissement de structures militaires multinationales, chacun des membres de l'OTAN a, dans une large mesure, maintenu ses propres chaînes de commandement, ses systèmes d'acquisition nationaux et des forces organisées suivant les besoins du pays. Ainsi, il n'y a jamais eu les économies d'échelle que permet un vaste système national comme celui des Etats-Unis, ou un système à structure pleinement intégrée et normalisée comme celui que l'Union soviétique avait imposé au Pacte de Varsovie.

Au cours de la dernière décennie, la plupart des pays européens ont considérablement réduit leurs budgets et leurs structures de forces. Cependant, beaucoup doivent encore apporter dans ce dernier domaine des modifications fondamentales. Dans les armées ayant pour mission la défense nationale, la proportion d'appelés a été réduite. Les moyens dont disposent ces armées ont également été réduits, pour un ensemble de raisons politiques et financières. La durée légale du service national a été raccourcie. Le matériel n'a pas été modernisé. Les stocks de munitions ont diminué. La formation a, elle aussi, connu des restrictions. Les armées des membres européens de l'OTAN sont devenues tributaires de la technologie «multiplicatrice de force» des Etats-Unis.

La probabilité d'un conflit étant jugée faible, et la dissuasion s'appuyant sur une position politique et militaire bien visible, il était, pour les membres européens de l'OTAN, plus important de continuer à montrer leur puissance militaire que de donner effectivement à leurs forces une meilleure aptitude au combat. D'où des politiques d'acquisition qui mettaient l'accent sur les structures plutôt que sur les capacités. Il était, par exemple, plus important d'acheter un aéronef que d'acquérir les systèmes qui lui conféreraient l'efficacité voulue. La rapide évolution de la technologie et les pressions d'ordre institutionnel ont renforcé la logique de ce processus.

Depuis 1990, trois phénomènes ont, en particulier, affecté les pays d'Europe centrale et orientale. Premièrement, ces pays ont conservé une structure trop importante au niveau de l'administration, du commandement et de l'instruction militaire, structure qui absorbe une part disproportionnée du budget de la défense. Deuxièmement, ils ont manqué d'un système efficace, moderne et transparent en matière d'effectifs, et ils s'en sont tenus à une version des procédures appliquées à l'époque du Pacte de Varsovie. C'est probablement là le plus grand obstacle institutionnel aux réformes nécessaires, car, en l'absence d'un tel système, il n'existe aucun mécanisme permettant d'évaluer, de récompenser, de promouvoir ou d'affecter à des postes clés le personnel qualifié pour faire évoluer la situation et mettre en œuvre de nouveaux projets.

Troisièmement, ces pays souffrent d'un manque de capacités, au niveau de leur gouvernement, en matière de formulation de la politique de défense, de planification de la défense et de gestion des crises. Cela tient au fait que lorsqu'ils étaient membres du Pacte de Varsovie ou parties constituantes de l'Union soviétique, il leur était impossible d'exercer un contrôle national sur leurs forces armées. Acquérir de telles compétences demande de nombreuses années. La plupart des pays d'Europe centrale et orientale ont donc besoin d'un changement radical de leur culture militaire pour pouvoir constituer des forces en mesure d'accomplir des tâches comme celles dont, comme le montre le Kosovo, la sécurité européenne va sans doute éprouver la nécessité au cours de la prochaine décennie.

Souvent, les rôles nouveaux que doivent assumer les militaires n'exigent pas les compétences classiques d'un

soldat et pourraient être mieux remplis par la police. C'est pourquoi, dans certains cas, il conviendrait peut-être de faire appel à la gendarmerie plutôt qu'à l'armée. Ce qui manque aujourd'hui au Kosovo, c'est sûrement ce type de police. Lorsqu'il faut davantage de militaires, il s'agit de spécialistes des télécommunications et du génie ou de l'action psychologique plutôt que de fantassins ou d'artilleurs. Des soldats seront toujours nécessaires, mais les opérations à mener ne demanderont pas que des soldats. Il est manifestement préférable d'éviter de trop recourir à des militaires pour des fonctions civiles. Cependant, il est également manifeste que dans les opérations de maintien de la paix, ces fonctions et ces structures doivent pouvoir entrer en jeu pratiquement en même temps que les militaires.

Beaucoup d'analystes, spécialement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, considèrent qu'une armée de métier constitue la réponse aux exigences de la sécurité du XXIe siècle. C'est peut-être vrai dans le cas des grands pays riches, en particulier si une mer ou un océan les séparent de tout ennemi éventuel. Mais pour les pays plus petits, et surtout plus pauvres, une telle solution pose de sérieux problèmes financiers. Ainsi, il est possible que des pays capables d'aligner de grandes armées composées d'appelés ne puissent se doter de forces d'active bien équipées qu'à très petite échelle. Le coût très élevé des forces d'active tient à trois facteurs: le personnel, le matériel et la soutenabilité.

Le personnel: les appelés sont relativement peu coûteux. Ils ont un faible niveau de vie et des besoins limités, n'étant pas accompagnés d'une épouse ou d'enfants. De plus, ils sont toujours disponibles, du fait qu'ils sont rarement en permission. En revanche, les soldats de métier doivent être rémunérés à des taux compétitifs, bénéficier d'un logement adéquat et disposer aussi de l'infrastructure connexe nécessaire à leur famille, faute de quoi ils risqueraient de quitter l'armée pour trouver ailleurs de meilleures conditions. En outre, ils ont droit à des permissions assez longues et sont souvent détachés de leur service pour suivre des stages de formation et d'autres formes d'instruction, ce qui réduit leur disponibilité.

L'expérience des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui ont des armées de métier, montre que les effectifs professionnels présentent un taux de rotation élevé. Par ailleurs, la plupart des armées de métier ont recours à une formule individuelle pour la rotation et le remplacement, et donc le déploiement de leurs effectifs. Cela entraîne des perturbations, du fait que le roulement du personnel est incessant et dépasse souvent une proportion de 50 pour cent par an. La cohésion des petites unités en souffre aussi, ce qui compromet l'état de préparation. Il est difficile de constituer des unités pour une opération prolongée avec des soldats qui doivent tous disposer de plus de neuf mois avant d'être réaffectés. En revanche, les armées composées d'appelés utilisent souvent la formule de la rotation et du remplacement par unité. Cela permet de constituer des équipes, des sections et des compagnies cohérentes et interchangeables, et aussi de renforcer la cohésion des petites unités, en obtenant un état de préparation relativement élevé une fois les unités constituées et entraînées.

Les opérations de maintien de la paix ont mis en évidence le fait que les soldats doivent posséder toute une gamme de compétences afin de pouvoir jouer des rôles multiples, aussi difficiles que stressants.

Les appelés peuvent donc faire de bons soldats, pourvu qu'ils reçoivent la formation et l'instruction nécessaires. Pourtant, s'il est relativement facile de leur faire acquérir des aptitudes spécifiques, il est plus difficile de les entraîner à faire face à des situations diverses qui exigent de multiples compétences, si bien qu'ils sont rarement polyvalents. Par contre, les réservistes peuvent apporter des compétences acquises dans la vie civile. Leur point faible le plus sérieux concerne le maintien de l'aptitude au combat. Un autre problème se pose si les structures de forces sont réduites mais continuent à reposer sur les appelés. Il faut ou bien réduire la durée légale du service, ou bien recourir à une conscription sélective. La première formule fait diminuer l'efficacité, la seconde crée une fracture sociale. Le moment est venu de rechercher une troisième formule qui réunisse les avantages des deux premières.

Le matériel: ces 30 dernières années, l'amélioration des armes et du matériel s'est accompagnée d'une augmentation de leur coût beaucoup plus rapide que celle de l'inflation. Par conséquent, à mesure que les forces se moderniseront, si elles conservent des structures de la même taille, le coût des acquisitions de matériel en pourcentage de l'ensemble du budget doublera en termes réels tous les 18 ans environ. Si le pourcentage du PIB consacré à la défense est constant, et si le PIB ne connaît pas chaque année une forte croissance en termes réels, le coût des acquisitions conduira inévitablement à une réduction de la taille des structures de forces. C'est cette réalité, plus que toute autre, qui amène les pays à effectuer des réexamens de la défense. Le politique qui promet qu'un «dégraissage» sera salutaire et qu'une réduction équivaudra à une amélioration fait simplement de nécessité vertu.

La soutenabilité: pour ce qui est du soutien des armées modernes en opérations, l'expérience montre que les forces terrestres ont besoin d'au moins trois fois l'effectif des bataillons en place dans le cadre de la structure de forces déployée. Le déploiement de 60 000 hommes exigera donc une force opérationnelle totale de quelque 200 000 hommes. En outre, l'infrastructure requise pour soutenir l'ensemble nécessite un effectif en nombre égal. Ainsi, la mise sur pied d'une armée de métier moderne implique de disposer d'au moins cinq ou six personnes pour chaque soldat envoyé sur le terrain.

A mesure que les forces devront devenir plus souples, plus polyvalentes et plus à même d'être soutenues à l'étranger, leur coût augmentera, et leur taille ira donc en diminuant. En fait, l'entretien de telles forces, qui devront sans doute être utilisées soit pour des opérations de maintien de la paix, soit pour des guerres régionales, se révélera peut-être plus coûteux que ne l'était celui des forces composées d'appelés au cours de la Guerre froide.

Il est possible de réaliser des économies par des choix judicieux dans les dépenses de défense. Les pays dépensent souvent plus qu'ils ne le devraient pour des raisons politiques, par exemple en achetant un aéronef de fabrication nationale au lieu d'un appareil étranger qui serait moins cher. De telles économies ont cependant leurs limites. Finalement, les armées modernes ont un coût élevé, et les armées de métier sont beaucoup plus onéreuses que les armées composées d'appelés. Tout cela fait que les pays

européens les plus petits se trouvent devant un problème d'un acuité particulière. S'ils doivent réduire la taille de leurs armées pour des raisons financières, ils arriveront rapidement à un point où ils ne pourront plus entretenir de forces disposant d'une haute technologie en raison d'un coût qui, à leur petite échelle, serait disproportionné. Ils ne pourront pas non plus entretenir des armées équilibrées capables d'assumer tous les rôles qui sont ceux d'une force de défense nationale. Plus la force nationale est petite, plus grande est la part du budget absorbée par l'infrastructure du ministère et du quartier général de la défense.

Sans que les intéressés en aient conscience, le désir de certains pays de se joindre à l'OTAN ajoute à ce problème. Les exigences que représente la mise à disposition de forces compétentes pour des opérations dirigées par l'OTAN comme celle du Kosovo incitent un pays à constituer de petites forces dûment qualifiées. Cependant, de telles forces sont si coûteuses que ce pays peut se voir obliger d'opérer à leur intention des prélèvements sur les ressources, déjà peu abondantes, qu'il consacrait à une structure de forces destinée à la défense nationale. Les préparatifs d'adhésion à l'OTAN risquent ainsi de réduire la capacité de défense indépendante d'un pays. En l'absence de toute garantie concernant l'adhésion, une telle politique représente inévitablement une entreprise hasardeuse.

Pour certains analystes, les armées de l'Europe centrale et orientale ont besoin d'un corps de sous-officiers solide, fiable et compétent. Dans la pratique, toutefois, un tel corps n'est pas facile à créer. Les armées reflètent la structure sociale de leur société. La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, par exemple, sont depuis longtemps attachés à la notion de cadre moyen - le contremaître, l'exploitant agricole indépendant, le commerçant, le modeste homme d'affaires. Dans la vie civile, ces gens ont l'indépendance, l'initiative et l'éducation requises pour assumer des responsabilités dans la carrière militaire. Mais en Europe centrale et orientale, cette couche de la société est peu développée à cause de l'héritage du communisme, et les bases que possèdent les sous-officiers de type occidental n'existent pas nécessairement.

Avec le temps, il devrait néanmoins être possible d'y établir ce niveau de commandement. Après tout, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont aujourd'hui une structure de sous-officiers fondée sur la formation et l'instruction dispensées au sein des forces armées elles-mêmes. Mais il faudra aussi une évolution culturelle telle que la structure de commandement soit prête à déléguer une partie de son autorité à des sous-officiers. A cet égard, il conviendrait d'étudier l'exemple de la «redéfinition» opérée par la *Bundeswehr*, qui a converti des postes d'officiers de l'armée est-allemande en postes de sous-officiers des grades supérieurs.

La façon dont les gouvernements évaluent les forces qui leur sont nécessaires pour faire face aux risques existants pose des problèmes en Europe centrale et orientale, étant donné que dans le système communiste, de telles évaluations n'étaient pas de leur ressort. Les décisions clés étaient habituellement prises à Moscou et transmises par le Parti, de sorte que dans ce domaine, les compétences des gouvernements étaient extrêmement limitées. De plus, même en Union soviétique, les civils connaissaient si peu les questions de défense qu'en fait, les militaires décidaient de tout. Les autorités civiles n'exerçaient aucun contrôle réel sur la politique de défense, et elles n'étaient pas en mesure d'intervenir dans la planification de la défense.

On peut à présent en voir les conséquences dans le nouveau Concept de sécurité nationale de la Russie. Il s'agit d'une liste de toutes les menaces possibles établie par chaque ministère ou organisme s'occupant de questions de sécurité. C'est une étude collégiale simplement factuelle, sans indication de priorités ni analyse des risques par rapport aux probabilités, et un tel document n'est donc que de peu d'utilité pour la planification des politiques. Des analyses permettant de prendre des décisions en pleine connaissance de cause exigent un système d'information qui puisse utiliser le plus grand nombre de sources possible, qu'elles soient largement accessibles ou secrètes. C'est ce que font bien les services de renseignement occidentaux. Mais dans beaucoup de pays d'Europe centrale et orientale, ces services restent les héritiers de sociétés fermées. Aujourd'hui, les données du renseignement ne peuvent être exploitées de manière adéquate que s'il existe des informations aisément accessibles, un système permettant de les évaluer et des hommes politiques et des fonctionnaires ayant la formation nécessaire pour les comprendre. Il est difficile de dire combien de temps il faudra à beaucoup des nouvelles démocraties pour acquérir cet attribut particulier de la société moderne.

Pour tous les pays européens, les problèmes que pose aujourd'hui la réforme de la défense sont à la fois grands et urgents. Pour les pays d'Europe centrale et orientale, héritiers du Pacte de Varsovie ou de l'Union soviétique, ils revêtent une ampleur extrême, et plus le pays est petit, plus ils sont difficiles à résoudre. En fait, la question est d'une telle gravité qu'il importe de mesurer dès maintenant la nécessité de lui consacrer plus d'attention.

Il n'y a pas de réponse toute prête, mais il va sans doute falloir introduire une plus grande transparence dans la planification de la défense et adopter une approche commune. Pour la plupart des pays, des décisions difficiles vont devoir être prises, et des questions jusqu'ici taboues, comme celle de rôles spécialisés pour les petits pays, c'est-à-dire une répartition des tâches militaires entre les pays, vont devoir être étudiées. Une solution partielle pourrait être fournie par la régionalisation, plusieurs pays mettant en commun leurs ressources militaires et chacun se spécialisant dans des domaines particuliers. L'exemple du Benelux pourrait servir de précédent. Quelles que soient les stratégies, l'idée que la sécurité implique une alliance est la seule valable, et toutes les institutions internationales s'occupant de ces questions, l'OTAN, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, s'intéressent à la collaboration.

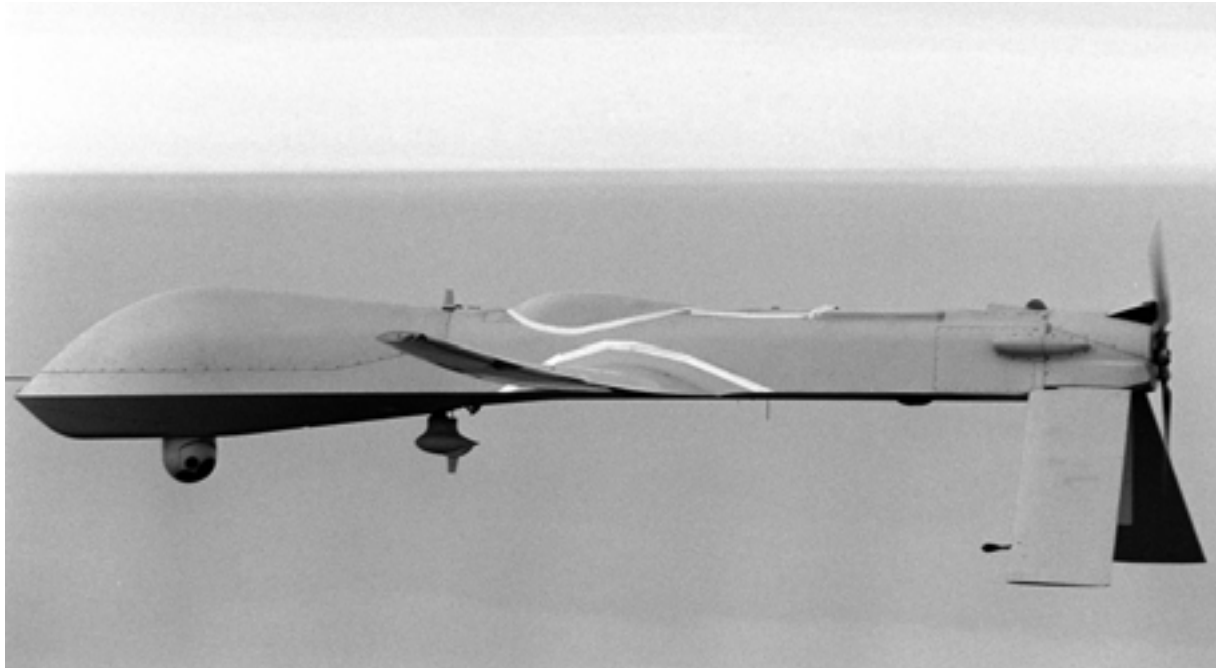
• • •

L'auteur tient à remercier les personnes ci-après de l'aide particulièrement précieuse qu'elles lui ont apportée pour la rédaction du présent article: Ken Brower, Sir John Walker, Manfred Diehl, Will Jessett, Peter Švec, Dave Clarke, Efrem Radev et Witek Nowosielski.

Une version électronique, plus longue, du présent article (en anglais) sera disponible sur le site web de l'OTAN.

Exploiter les ressources technologiques pour la guerre en coalition

Joseph J. Eash III explique comment l'intégration rapide des technologies de pointe dans les systèmes de combat a aidé les Alliés lors de la campagne du Kosovo.



© Ministère américain de la défense

Le Predator: lors de la campagne du Kosovo, des Predator ont effectué des opérations de surveillance dans des zones trop dangereuses pour les aéronefs avec pilote.

L'année dernière, au Kosovo, l'Opération Allied Force a mis en évidence la valeur des actions militaires menées en coalition. Elle a aussi montré que la technologie est un facteur clé de leur succès. Beaucoup d'innovations utilisées pour la première fois durant la campagne représentaient certains des fruits d'un programme du Ministère américain de la défense qui vise à intégrer rapidement les nouvelles technologies dans les opérations militaires. La participation des Alliés a déjà facilité ce processus. Le développement d'une telle coopération pourrait assurer les capacités améliorées que l'OTAN recherche pour des opérations multinationales futures.

Les opérations menées en coalition ont montré leur valeur au Kosovo. La solidarité de l'OTAN a joué un rôle primordial lorsqu'il s'est agi de contraindre le régime de Belgrade à accepter ce qu'exigeaient les Alliés. Elle a été le signe d'une résolution politique et d'une force morale supérieures à celles que toute action unilatérale aurait pu réunir. En outre, l'Opération Allied Force n'aurait pu être conduite sans les efforts de l'Alliance tout entière, et son succès a dépendu des contributions apportées par les Alliés sous la forme d'unités, de bases, d'éléments d'infrastructure et d'autorisations de transit.

Joseph J. Eash III est Sous-secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis pour les concepts et systèmes évolués.

L'Opération Allied Force était aussi importante au plan militaire. C'était la plus vaste opération de combat jamais effectuée par l'OTAN, et elle a donné lieu à des actions d'éclat et à la campagne aérienne la plus précise menée au cours de l'histoire, avec un minimum de dommages collatéraux.

Dans ces performances militaires, la technologie a joué un rôle crucial. Au cours de la campagne, des systèmes et des moyens nouveaux ont été mis en œuvre pour la première fois et intégrés dans des processus également nouveaux. Une force multinationale a ainsi pu opérer avec promptitude et précision, et localiser et frapper rapidement les forces adverses, tout en limitant à un minimum les pertes autres que celles de l'ennemi.

Certaines des innovations introduites au Kosovo l'ont été grâce à une initiative du Ministère américain de la défense connue sous le nom de Programme de démonstration technique de concepts évolués. Depuis cinq ans, ce programme exploite les ressources technologiques pour répondre aux besoins des opérations de combat. Il réunit des scientifiques et des militaires qui introduisent la technologie dans un concept opérationnel de manière à voir rapidement ce qui marche et ce qui ne marche pas. Le programme contribue à une révolution dans les affaires militaires et réduit les délais, les risques et les coûts liés aux acquisitions.

Depuis son lancement, le programme a donné naissance à 68 projets, dont plus d'un tiers ont bénéficié d'une participation des Alliés. Certains de ces projets ont abou-

ti à une innovation technologique pour un commandant de théâtre particulier. D'autres ont permis d'accélérer l'acquisition des systèmes. Ces projets ont parfois aussi montré que des systèmes étaient inopérants, ce qui a permis de ne plus leur affecter de crédits.

Avant le conflit du Kosovo, ces projets avaient également été axés sur la guerre en coalition. L'un d'eux, lancé en 1998, permet aux systèmes de commandement et de contrôle des Forces terrestres des Etats-Unis de fonctionner avec ceux du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. Il développe et affine les méthodes à employer pour les échanges d'informations directs entre les bases de données nationales, au moyen de messages OTAN normalisés. Un autre projet aide les forces de coalition terrestres, navales et aériennes de Corée à synchroniser les interventions en profondeur.

La campagne du Kosovo a suscité une forte demande concernant nombre des technologies développées dans ce programme. Vingt pour cent environ des produits obtenus ont été déployés, ou préparés pour déploiement, à l'appui de l'Opération Allied Force. La façon dont certains de ces produits ont été utilisés donne un aperçu des opérations conjointes futures et témoigne de l'efficacité du programme.

Au Kosovo, la rapidité était indispensable. Pour mettre un terme à la campagne de terreur à laquelle se livraient l'Armée yougoslave et la police et les paramilitaires serbes, l'Alliance devait localiser et prendre à partie les moyens militaires du régime de Belgrade plus vite que les forces de ce dernier ne pouvaient agir.

© Ministère américain de la défense

Décollage technologique: le Programme de démonstration technique de concepts évolués réduit les délais, les risques et les coûts de la nouvelle technologie liée aux actions de combat.

© Ministère américain de la défense

Plusieurs produits du Programme de démonstration technique de concepts évolués ont servi à la localisation des forces ennemies. Parmi ces produits figurait l'avion sans pilote Predator. Télécommandé à des centaines de kilomètres, cet avion est équipé de caméras vidéo et d'autres capteurs, et son autonomie peut atteindre 40 heures. Au Kosovo, des Predator ont souvent survolé des zones trop dangereuses pour les aéronefs avec pilote. Ils ont surveillé de façon quasi permanente les forces ennemies opérant en terrain découvert et ont aussi servi à observer les mouvements de réfugiés et à évaluer les dommages causés par les actions de combat.

L'avion sans pilote Predator - produit d'un projet auquel avaient participé plusieurs pays - a été mis en service après seulement 30 mois de développement. Cela a permis d'éviter deux années d'essais dont le coût était estimé à plus de USD 10 millions, sans aucune perte de crédibilité concernant les performances de l'appareil.

Au cours de la campagne du Kosovo, la vaste surveillance exercée par l'OTAN a de plus en plus contraint les forces serbes à se dissimuler, en les obligeant très souvent à recourir au camouflage et à se réfugier dans des cachettes. Si elles étaient alors plus difficilement repérables pour les aéronefs de l'OTAN, il leur était aussi impossible de mener des actions offensives. On peut d'ailleurs penser que d'autres ennemis potentiels vont de plus en plus adopter la même tactique à mesure que se poursuivra le perfectionnement des capteurs.

Les Etats-Unis ont mis en œuvre des technologies issues d'un projet appelé «Common Spectral Measurement and Signals Intelligence Exploitation Capability» (Capacité commune de mesure des spectres et d'exploitation du renseignement sur les émissions électromagnétiques). Ce projet porte sur des technologies qui permettent de détecter les véhicules camouflés représentant une menace, mais ses systèmes peuvent également être utilisés à des fins telles que la recherche et le sauvetage, la caractérisation du terrain et la détection des armes chimiques et biologiques. Cette capacité est assurée par un central informatique qui traite les données reçues de plusieurs capteurs de spectres.

Les forces de l'Alliance ont aussi utilisé un autre produit du Programme de démonstration technique de concepts évolués pour localiser et identifier les forces adverses. Appelé «Precision Targeting Identification» (Identification par désignation d'objectif de précision), ce produit a servi à détecter des cibles à des portées supérieures à celles des systèmes de détection et de surveillance précédents. Ses capteurs à infrarouge repèrent les objectifs, et un radar à laser les identifie. Ce système avait été mis en service pour détecter des cibles dans des zones encombrées telles que les régions côtières, et il avait déjà été utilisé dans des opérations de lutte contre le trafic de drogue visant à détecter les bateaux qui servaient à la contrebande de cocaïne.

Une fois les objectifs localisés, les informations devaient être rapidement transmises aux forces d'intervention de l'Alliance. L'un des meilleurs moyens d'y parvenir était un système de diffusion à bande large développé dans le cadre du Programme de démonstration technique de concepts évolués. Durant toute la campagne du Kosovo, ce système a transmis en première priorité des images des cibles repérées. Il a permis de réduire de façon significative le délai entre la localisation de la cible et sa frappe. Plusieurs pays ont aussi participé à son développement.

L'OTAN pouvait ainsi intervenir rapidement, mais elle devait en outre limiter à un minimum les pertes infligées aux civils. Il lui fallait donc, non seulement utiliser en grand nombre les munitions à guidage de précision, mais aussi en prévoir et en évaluer les effets dans tous leurs détails. Les forces de l'Alliance ont analysé chaque objectif, déterminé les dommages qu'il devait subir et choisi l'arme ou les armes à employer à cette fin. Elles ont pour cela eu recours à un outil de planification automatisée qui évalue les effets de plusieurs types de munitions sur un objectif donné. Il s'agissait du produit d'un projet antipro-

lifération élaboré dans le cadre du Programme de démonstration technique de concepts évolués. Cette capacité d'évaluation des armes et de leurs effets a été mise en place dans dix centres régionaux de l'OTAN.

Les frappes de l'Alliance devenant plus efficaces, le matériel militaire yougoslave était souvent dissimulé dans des grottes, des tunnels et des installations durcies. Il fallait donc, pour le détruire, recourir à des munitions perforantes. Prévoyant la possibilité d'une telle solution, le commandement du théâtre a demandé à pouvoir disposer de l'«Advanced Unitary Penetrator», arme également développée dans le cadre du projet antiprolifération du Programme. Ce système possède un pouvoir de perforation qui est le double de celui des munitions précédemment utilisées contre les cibles durcies et est capable de compter les couches et les vides des structures, de calculer les distances parcourues et de déclencher l'explosion à une profondeur prédéterminée.

L'Opération Allied Force a offert d'autres aperçus de l'avenir des actions de combat en indiquant les initiatives technologiques à prévoir pour de futures opérations en coalition. Au cours de la campagne, l'attaque des objectifs mobiles a posé plus de problèmes que celle des objectifs fixes. Plusieurs pays de l'OTAN ont réalisé et poursuivent la mise en place de systèmes de surveillance basés au sol et aéroportés. Cependant, ils doivent coopérer pour ce qui est de localiser et de prendre à partie les objectifs mobiles de manière plus efficace.

Depuis la campagne du Kosovo, le Programme de démonstration technique de concepts évolués a vu le lancement d'un projet appelé «Coalition Aerial Reconnaissance and Surveillance» (Surveillance et reconnaissance aériennes pour des forces de coalition), qui bénéficie de la participation de pays tels que la France, l'Allemagne, l'Italie, la Norvège et le Royaume-Uni. Ce projet vise à développer l'interopérabilité entre les systèmes de surveillance des Alliés et aidera finalement les forces de coalition à localiser plus rapidement les objectifs mobiles, tout en disposant de capacités de frappe plus importantes.

Les forces de l'Alliance ont également éprouvé des difficultés lorsqu'il s'est agi d'attaquer les systèmes de défense aérienne de l'ennemi. Ces systèmes coupaient souvent leurs radars, empêchant ainsi les missiles de l'OTAN à ralliement sur radar de se verrouiller sur eux. Si les forces de l'Alliance rendaient momentanément inopérantes les défenses aériennes de l'ennemi, elles ne parvenaient pas à les détruire, ce qui était naturellement inquiétant. De premières évaluations fournies par les pilotes et d'autres sources faisaient état de près de 700 tirs de missiles provenant de divers systèmes de défense aérienne ennemis.

Pour répondre à ce problème, le Programme de démonstration technique de concepts évolués a lancé un projet appelé «Quick Bolt». Ce projet intégrera plusieurs autres technologies de guidage dans les missiles à ralliement sur radar, ce qui permettra aux missiles de continuer à se diriger vers des systèmes de défense aérienne même après que ceux-ci auront coupé leurs radars.

La campagne du Kosovo a montré la nécessité de mettre davantage l'accent sur les concepts opérationnels. La technologie est importante, mais ce n'est pas la seule clé du succès. Dans bien des cas, les concepts opérationnels sont plus difficiles à élaborer que la technologie. Aux Etats-Unis, cette évolution apparaît dans *Joint Vision 2020*, initiative de l'instance collégiale des Chefs d'état-major qui s'inspire des concepts prévus pour les opérations futures dans *Joint Vision 2010* en y incorporant les opérations multinationales.

La campagne du Kosovo nous enseigne qu'il importe que nous percevions tous la nécessité de nous rallier à la révolution dans les affaires militaires. Les forces constituées pour la Guerre froide deviennent rapidement obsolètes. De plus, nous allons probablement devoir affronter des menaces plus redoutables que celles que nous avons connues au Kosovo. Les adversaires potentiels peuvent acquérir des technologies modernes telles que des services de satellites pour les télécommunications, la navigation et la surveillance, des armes biologiques et chimiques peu coûteuses et des missiles de croisière ainsi que des missiles balistiques.

L'OTAN s'emploie maintenant à réaliser l'Initiative sur les capacités de défense, programme qui vise à améliorer les capacités dans les domaines de la mobilité, de la soutenabilité, de l'efficacité d'engagement, du commandement, du contrôle et des communications, et de la surviabilité. Comme l'a souligné le Ministre américain de la défense, William S. Cohen, de nombreuses améliorations peuvent être apportées à ces capacités par une coopération internationale en matière de recherche et développement et d'acquisitions pour la défense.

Beaucoup d'innovations utilisées pour la première fois durant la campagne du Kosovo étaient les fruits d'un programme du Ministère américain de la défense qui vise à intégrer rapidement les nouvelles technologies dans les opérations militaires.

Le Programme de démonstration technique de concepts évolués en offre la possibilité. Une participation accrue des Alliés à ce programme pourrait contribuer de façon significative aux futures opérations en coalition et à l'Initiative sur les capacités de défense. Elle permettrait aux Etats-Unis de répartir le coût des initiatives technologiques et aiderait les Alliés à voir rapidement ce qui convient pour les opérations en coalition, en leur donnant ainsi la possibilité d'incorporer leurs besoins dès les premières phases du processus, au lieu d'apporter des modifications plus coûteuses par la suite. Elle pourrait finalement contribuer à l'établissement de capacités communes, c'est-à-dire à l'interopérabilité.

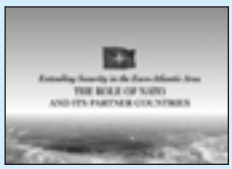
L'Opération Allied force a réussi grâce à l'unité politique de l'Alliance. Elle s'est également révélée instructive, car elle nous a beaucoup appris sur la guerre en coalition et ses besoins futurs. Le plus important de ses enseignements est peut-être que l'Alliance doit s'employer à améliorer les capacités militaires nécessaires aux opérations en coalition et que le meilleur moyen d'y parvenir est de coopérer. Tous ensemble, nous pouvons faire une réalité de l'action militaire unifiée qui sera indispensable au succès des futures opérations en coalition. ■

KOSOVO: Un an après - Réalisations et défis
Rapport de Lord Robertson, Secrétaire général de l'OTAN.

Manuel de l'OTAN - Edition du 50e anniversaire
Guide général des buts et activités de l'OTAN, de ses politiques et structures actuelles; chronologie des 50 dernières années de l'histoire de l'Alliance et compilation des principaux documents directifs et textes juridiques.

Colloque économique 1999
Compte rendu des travaux du Colloque de novembre 1999 sur l'évolution et les réformes économiques dans les pays partenaires.

Votre guide complet du Sommet de Washington
Compilation de tous les textes et déclarations officiels publiés au Sommet de l'OTAN tenu à Washington en avril 1999, comprenant des informations générales sur les programmes et activités de l'Alliance.



Développement de la sécurité dans la zone euro-atlantique - Le rôle de l'OTAN et de ses pays partenaires
Brochure illustrée décrivant le fonctionnement de l'OTAN et l'élaboration des politiques dans les principaux domaines d'activité de l'Alliance.

L'OTAN à 50 ans
Dépliant d'introduction à l'histoire de l'Alliance, donnant un aperçu des principales questions à l'ordre du jour de l'OTAN.

OTAN - Points de repères
Présentation visuelle de l'Alliance indiquant les grandes étapes de l'évolution de l'OTAN et les principales questions à son ordre du jour.
(édition électronique seulement:
www.nato.int/docu/topics/2000/home)

OTAN Hebdo
Feuille d'information hebdomadaire résumant les activités et les événements liés à l'OTAN et donnant un aperçu général des initiatives à l'échelle de l'Alliance.
(édition électronique seulement: www.nato.int/docu/update/index)

NATO Update

TOUTES LES PUBLICATIONS SONT DISPONIBLES EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS; BEAUCOUP SONT DISPONIBLES DANS D'AUTRES LANGUES

Toutes les demandes de renseignements et commandes de copies papier doivent être adressées au:
Bureau de l'information et de la presse - Unité de distribution
Bld Léopold III - 1110 Bruxelles
Tél: 00-32-2 707 5009
Fax: 00-32-2 707 12 52
E-mail: distribution@hq.nato.int

Les versions électroniques de ces publications sont disponibles sur le site web de l'OTAN (http://www.nato.int)

Le site web publie également des déclarations officielles, des communiqués de presse et des discours, ainsi que d'autres informations sur les structures, les politiques et les activités de l'Alliance; il offre aussi plusieurs services en ligne.